

UNE HISTOIRE... À SUIVRE !



Une histoire...à suivre! Bulletin semestriel, 2.00\$
Société d'histoire de la Rivière-du-Nord.

Automne 2018, no 42

*Le patrimoine, une richesse identitaire
à transmettre aux générations futures*



La grippe espagnole
de 1918

*Chronique de Jean-Pierre Bourbeau sur cette tragédie qui a affecté
de nombreuses familles, partout dans le monde, même chez nous.
À lire en page 22*

DANS CE NUMÉRO

P.4 Point de vue

Le coût de votre bonté mérite d'être déduit.

P.5 Suggestions de lecture

P.6 Texte savoureux

Sur la mort d'une cousine de sept ans.

P.7 Il y a cent ans on écrivait...

Un touchant récit



P.8 Dossier

Le patrimoine bâti

P.22 Dossier

La grippe espagnole

P.26 Suivi de dossier

Mobilisation pour la sauvegarde des services d'archives privées agréés

P.28 Histoire et cartes postales

Gérard Vermette : un photographe jérômien



P.32 L'Académie Lafontaine fête ses 30 ans

P.34 Pause actualité

P.35 Devenir membre

Société d'histoire de la Rivière-du-Nord

Centre d'archives privées agréé

de la Rivière-du-Nord

101, place du Curé-Labelle, bureau 203

Saint-Jérôme (Québec) J7Z 1X6

450-436-1512 (poste 3339)

Courriel: courriel@shrn.org

Horaire

mardi au jeudi de 8h30 à 12h

et de 13h à 16h30

Site internet

Vous y trouverez toute une gamme d'informations portant sur les activités, les fonds d'archives, des bulletins d'information, des galeries virtuelles, notre boutique, les dossiers prioritaires de la Société d'histoire, des chroniques sur les cartes postales, des liens ainsi que d'autres renseignements utiles.

www.shrn.org

Suivez-nous sur notre page FACEBOOK

Bulletin

Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2018

Bibliothèque et Archives Canada

2018

No d'ISSN: 1715-1767

Collaboration et révision

Suzanne Marcotte, présidente

Linda Rivest, directrice et archiviste

Henri Prévost, 2e vice-président

Line Renaud, secrétaire

Jean-Pierre Bourbeau, membre

Gaétan Demers, administrateur

Antoine-Michel Ledoux, administrateur

France Scanlan

Roger Gariépy

Francine Brabant

Infographie et coordination

Mario Fallu, membre

Le coordonnateur du bulletin se réserve le droit d'adapter les textes pour les besoins de la publication. Seul le titulaire du droit d'auteur a le droit de reproduire le texte ou de permettre à quiconque de le faire. Les textes des collaborateurs n'engagent pas la responsabilité de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord.

© Société d'histoire de la Rivière-du-Nord

2018

Le mot de la présidente



Le patrimoine, une partie de nous-mêmes

Le patrimoine bâti est un élément visuel important de l'identité culturelle d'une ville, ce qui la distingue. Il permet de découvrir son histoire et de développer un sentiment d'appartenance au sein de sa communauté.

Nous sommes tous partie prenante du patrimoine. C'est ce qui nous définit, nous identifie. Mais sa valorisation, sa protection et sa transmission ne peuvent se réaliser sans une participation citoyenne vigoureuse.

Attirés par la beauté d'un paysage, d'un bâtiment, d'un arrondissement historique, nous ne réalisons pas toujours la précarité de ces lieux enchanteurs dans le contexte du développement rapide des villes et des pressions exercées par les promoteurs.

D'ailleurs, une place importante est accordée au patrimoine, dont celui à caractère religieux, dans la nouvelle politique culturelle du Québec intitulée «Partout, la culture». Adoptée en juin dernier, elle comprend également un plan d'action gouvernemental en culture pour la période 2018-2023.

La Société d'histoire assistera le 15 novembre prochain à la présentation de cette nouvelle politique culturelle issue des consultations publiques menées en 2016 et 2017 dans l'ensemble du Québec et auxquelles nous avons participé. Considérant la place accordée au patrimoine dans cette politique, nous trouvons à propos de vous parler de votre patrimoine dans le présent bulletin d'automne.

La mission de la Société d'histoire consiste entre autres choses à faire découvrir la richesse de notre patrimoine bâti afin de susciter votre intérêt et votre engagement quant à sa préservation. Vous êtes donc invités à découvrir cinq bâtiments significatifs, soit un pour chacune des municipalités de la MRC de La Rivière-du-Nord, qui contribuent à l'attractivité et à l'histoire de leur municipalité.

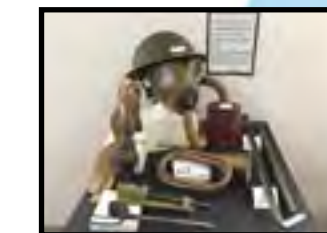
Je tiens à féliciter la MRC qui a agi de manière exemplaire en avril dernier en faisant l'acquisition de la Maison Prévost. Ce geste témoigne de l'importance qu'elle accorde au patrimoine bâti et permet d'assurer la transmission d'un bâtiment exceptionnel aux générations futures. Comme vous le lirez dans le texte qui lui est consacré, la Maison Prévost représente un exemple éloquent d'implication citoyenne qui a permis la sauvegarde de ce joyau patrimonial. Rappelons-nous aussi que, dans les années 1980, une semblable mobilisation des citoyens avait préservé le Vieux-Palais de la démolition, comme nous le rappelons dans le bulletin précédent.

Vous serez ravis par la diversité et la qualité des textes de nos collaborateurs que je tiens à remercier sincèrement. Ce numéro vous permettra de découvrir une partie de notre richesse patrimoniale, mais également l'incidence de la grippe espagnole à Saint-Jérôme il y a cent ans, les 30 ans de l'Académie Lafontaine et bien d'autres sujets tout aussi intéressants, en plus de nos chroniques habituelles.

Bonne lecture!

Suzanne Marcotte

Présidente



SAVIEZ-VOUS QUE...

En collaboration avec la filiale de la Légion royale canadienne à Saint-Jérôme, la Société d'histoire expose des artefacts de la Première Guerre mondiale au centre d'archives (bureau 203) situé à la Maison de la culture Claude-Henri-Grignon.

Un rappel de la participation de nombreux Canadiens à cette guerre qui aura fait trop de morts.

Pour en savoir davantage sur la filiale de la Légion à Saint-Jérôme: www.legionst-jerome.ca/accueil.html

Et si vous aviez investi en culture ?

LE PRINCIPE

Vous faites un don de bienfaisance ? Cet argent ayant été cédé pour le bien commun, le gouvernement estime que le coût de votre bonté mérite d'être déduit.

Tel est le début d'un article de Marc Tison de La Presse + du 14 octobre 2018.

Pourquoi pas ! Comme la plupart d'entre vous, je fais des dons de charité en échange de reçus pour fins d'impôt et j'ai le sentiment de faire ma part pour le bien-être de la société. Que ce soit pour un hôpital, un organisme oeuvrant dans les services communautaires, l'environnement, la protection des animaux et j'en passe, l'argent reçu par ces organismes est essentiel à leur développement.

Qu'en est-il pour la culture ?

La Société d'histoire de la Rivière-du-Nord a été le fer de lance du mouvement de mobilisation ASSURONS LE FUTUR DE NOTRE PASSÉ. Ce mouvement a permis de sensibiliser plusieurs organismes à l'avenir précaire des services d'archives privées agréés.

Mais pouvons-nous, en tant que personne, participer à ce mouvement ?

La Société d'histoire de la Rivière-du-Nord est un organisme à but non lucratif et est autorisée à émettre des reçus pour dons de charité au même titre qu'une fondation d'hôpital, la Croix Rouge, etc... Pour votre don, vous recevrez un reçu pour fins d'impôt qui vous permettra d'amortir votre investissement, selon le niveau de votre revenu.

Voici un exemple¹. Pour un revenu de 75 000 \$, un don de 1 000 \$ vous vaudra un crédit d'impôt fédéral de 262 \$ et un crédit d'impôt provincial de 232 \$ pour un total de crédits d'impôt de 494 \$.

Qu'est ce que représente un don pour un organisme comme la Société d'histoire ?

C'est ce qui fait toute la différence. En plus de participer au développement de la culture régionale, vous facilitez le travail de l'organisme, que vous soutenez, dans la réalisation de projets tels que: expositions, conférences, achat de matériel archivistique, réalisation d'entrevues, ainsi que bien d'autres projets.

Alors, je vous invite à encourager un organisme qui a pour mission de conserver, protéger et mettre en valeur le patrimoine archivistique provenant principalement du territoire de la MRC de La Rivière-du-Nord. En préservant les archives privées cédées à notre organisme et en permettant à la population d'y avoir accès tout en faisant découvrir l'histoire par l'entremise de diverses activités, nous contribuons à l'enrichissement de la mémoire collective de notre région.

Si vos parents décèdent, si vous vendez votre maison, vous aurez besoin d'un endroit pour déposer vos archives. Lorsque vous ferez votre généalogie, vous aurez besoin de consulter nos archives. Nous serons là pour vous !

Faites une différence, et aidez-nous à toujours faire plus et à continuer à faire mieux.

¹ source : Calculateur du crédit d'impôt pour don de bienfaisance, site de revenu Canada, <http://www.cra-arc.gc.ca/chrts-gvng/dnrs/svngs/clmng1b2-fra.html#disclaimer>

Mario Fallu
Membre
de la SHRN



Le patrimoine religieux du Québec

A l'heure des choix et des inquiétudes sur le destin du patrimoine religieux du Québec, ce livre procure un éclairage essentiel. Les meilleurs experts en définissent toutes les composantes et les défis de transmission : le patrimoine bâti, les objets et les archives, l'art et le patrimoine immatériel.

Presse de l'université Laval
PUL
Direction,
Solange Lefebvre



Les belles fermières

Alors que le Canada s'apprête à s'engager dans la Seconde Guerre mondiale, les huit soeurs Larose se retrouvent seules sur la terre paternelle avec leur aïeule. Leur père étant décédé et leurs frères exilés, les filles tentent tant bien que mal de maintenir à flot la modeste ferme familiale. Après des années de labeur, le retour tant espéré de leurs frères s'avérera-t-il aussi heureux qu'elles se l'imaginent.

Auteur: Marjolaine Bouchard
Édition, Les Éditeurs Réunis, 2018



La jeune fille du rang

D'un village des Cantons-de-l'Est au foyer cossu d'un notaire à Montréal en passant par les rives du Bas-du-Fleuve, la quête de liberté de cette jeune femme déterminée nous plonge dans le Québec d'une époque pas si lointaine où les femmes luttent pour leurs droits et leur place dans une société duplessiste. Chercher sa vérité, contrôler sa destinée, transgresser les interdits... Françoise l'apprendra à ses dépens : tout ça a un prix.

Auteur : Anne-Marie Desbiens
Édition Guy St-Jean, 2018



Cette voix qui nous habite

Originaire de Saint-Jérôme, et petit-fils du sénateur Jules-Édouard Prévost, Charles Prévost s'est fait connaître dans le monde de la musique, notamment sous le nom de Charles Linton. Pendant plusieurs années, il interprétait en outre l'hymne national aux matchs des Canadiens de Montréal au Centre Bell. En plus de ces considérations techniques, le volume comporte un chapitre sur la carrière de Charles Prévost, qui révèle certains aspects insoupçonnés de son cheminement d'artiste.

Auteur: Charles Prévost Linton
Marcel Broquet, La nouvelle édition



SAVIEZ-VOUS QUE...

La Société d'histoire était présente à la Vieille-Gare de Saint-Jérôme le dimanche 30 septembre dans le cadre des Journées de la culture.

Des artefacts étaient exposés en lien avec la thématique «la magie des mots» et certains auteurs, dont Serge Laliberté, Laurence Vialle et Jean-Pierre Bourbeau, présentaient leurs publications aux visiteurs et répondaient à leurs questions. Plus de 150 personnes sont venues nous rencontrer.

Une belle réussite grâce à nos bénévoles Murielle Provencher, Raymonde Thibault, Line Renaud, Mario Fallu et Suzanne Marcotte.

L'Avenir du Nord, vendredi 20 septembre 1918

Sur la mort d'une cousine de sept ans

Hélas ! si j'avais su, lorsque ma voix qui prêche
T'ennuyait de leçons, sur toi, rose et fraîche
Le noir oiseau des morts planait inaperçu;
Que la fièvre guettaît sa proie, et que la porte
Où tu jouais hier te verrait passer morte...
Hélas ! si j'avais su !...

Je t'aurais fait, enfant, l'existence bien douce ;
Sous chacun de tes pas j'aurais mis de la mousse ;
Tes ris auraient sonné chacun de tes instants ;
Et j'aurais fait tenir dans ta petite vie
Un trésor de bonheur immense..... à faire envie
Aux heureux de cent ans

Loïn des bancs où pâlit l'enfance prisonnière,
Nous aurions fait tous deux l'école buissonnière
Dans les bois pleins de chants, de parfum et d'amour,
J'aurais vidé leurs nids pour emplir ta corbeille ;
Et je t'aurais donné plus de fleurs qu'une abeille
N'en peut voir dans un jour.

Puis, quand le vieux Janvier, les épaules drapées
D'un long manteau de neige et suivi de poupées,
De magots, de pantins, minuit sonnait accourt ;
Au milieu des cadeaux qui pleuvent pour étrenne,
Je t'aurais fait asseoir comme une jeune reine
Au milieu de sa cour.

Mais je ne savais pas... et je prêchais encore ;
Sûr ton avenir, je le pressais d'éclorre.
Quand tout à coup, pleurant un long espoir déçu,
De tes petites mains je vis tomber le livre ;
Tu cessas à la fois de m'entendre et de vivre....
Hélas ! si j'avais su !

Hegesippe Moreau

Un touchant récit

L'Avenir du Nord, vendredi 18 octobre 1918

MM. Louis-de-G. Prévost et Fernand Prévost, les deux fils de feu le Dr Wilfrid Prévost, autrefois de Saint-Jovite, sont tous deux enrôlés dans l'armée canadienne. Le premier, qui est avocat, fait partie du bataillon canadien des « chars d'assaut » ; le second est dans l'aviation.

Ces deux jeunes compatriotes sont en Europe depuis plusieurs mois, l'un au camp Bovington, en Angleterre, l'autre en Écosse.

M. Louis-de-G. Prévost, dans une lettre récente écrite à sa cousine, Mlle Berthe Prévost de Saint-Jérôme, raconte des choses fort intéressantes. Nous relevons dans sa très belle lettre, qu'on nous a communiquée, le passage suivant qui ne sera pas sans émouvoir nos lecteurs :

Il y a un mois environ, j'ai eu mon «landing leave». Je suis allé voir mon frère à Montrose, en Écosse. Vous comprenez combien j'ai été heureux de retrouver Fernand là-bas; nous avons passé deux jours ensemble. J'ai eu l'occasion de faire une envolée sensationnelle où j'ai pu connaître toutes les émotions de l'aviation extra-moderne. Le matin de mon départ de Montrose, Fernand vint survoler le train où je

me trouvais et me suivit sur une longue distance... Un moment, il lança son avion vers le train et, passant à quelques pieds du sol, tout près de ma fenêtre, il me fit un signe d'adieu... puis, remontant dans les airs, il prit son vol dans la direction du camp de Montrose. Je le suivis longtemps du regard, le cœur serré, l'œil humide : j'avais peut-être vu mon frère pour la dernière fois !

Je songe à l'étrangeté de nos destinées qui nous a réunis, mon frère et moi, et qui fait que tous deux nous nous préparons à aller nous battre dans deux des plus dangereux engins de la guerre moderne. Ne vous semble-t-il pas qu'hier encore nous parcourions, enfants, les rues de Saint-Jérôme, nous amusant sans nous douter de ce que le sort nous réservait pour le lendemain...

Ce récit n'est-il pas touchant ?

A l'heure qu'il est, ces deux jeunes frères sont probablement dans la mêlée, risquant à tout instant leur vie pour la cause des Alliés, la nôtre.

Recherche,
Mario Fallu



L'Avenir du Nord, vendredi 18 octobre 1918

L'attachement au patrimoine : une nécessité pour sa protection

Rédigé par Harold Larente, B. Sc. Urbanisme

La notion de patrimoine s'est élargie au fil du temps. On ne parle plus uniquement de patrimoine tangible que sont les archives, les objets, les bâtiments et les quartiers. Dans la foulée de la tendance internationale générale, la notion de patrimoine culturel prend place au Québec. La Loi sur les biens culturels a été remplacée en 2011 par la Loi sur le patrimoine culturel. Outre les biens immobiliers et mobiliers, la portée de la nouvelle Loi a été élargie par l'inclusion des paysages culturels patrimoniaux, du patrimoine immatériel, des personnages, des événements et des lieux historiques.

Nous n'aborderons ici que le patrimoine bâti et le paysage. Le cadre bâti d'un centre-ville, d'un noyau villageois, le tissu des quartiers aussi modeste qu'il soit, le milieu rural et agricole et les paysages naturels participent grandement à l'identité culturelle et font partie de l'identité collective. La notion d'identité renvoie à ce qui perdure, ce qui distingue et ce qui rassemble¹.

Le cadre bâti témoigne du mode d'occupation du territoire et de son évolution. La manière d'habiter, de construire et d'aménager le territoire est influencée par les périodes de développement, le contexte historique et les activités qui s'y sont déroulées. Il donne un sens aux lieux que nous habitons et que nous parcourons.

Les lieux de mémoire, les sites archéologiques, le berceau du développement, les ensembles témoignant d'une forme traditionnelle d'occupation du territoire, les ensembles reflétant une innovation ou une originalité sur le plan de l'architecture et de l'urbanisme, les ensembles marqués par un mode d'occupation du territoire non traditionnel témoignent des modes d'occupation du territoire².

L'intérêt patrimonial découle de la valeur³ que l'on accorde à un site, un bâtiment ou un paysage, d'où l'importance de la connaissance de ce territoire et de son mode d'occupation; d'abord, pour identifier les

éléments significatifs, et ensuite, pour reconnaître sa valeur dans un objectif de sensibilisation, de protection et de mise en valeur.

Or, c'est souvent lorsqu'il est menacé, soit par démolition, par des interventions inadéquates ou tout simplement par l'inaction, que l'on prend conscience du patrimoine.

Les conversions, les insertions et les reconstructions demeurent un enjeu de premier plan pour la protection du patrimoine.

Le cadre bâti ancien est souvent perçu comme une vieilleries qu'il faut faire disparaître pour laisser place à de nouvelles constructions modernes et fonctionnelles. Les pressions de développement et la densification, encouragés par les politiques gouvernementales, constituent une menace à la sauvegarde de bâtiments et de paysages patrimoniaux.



20, rue Rolland, 8 octobre 2016, photo Mario Fallu



11, rue Saint-Louis, 25 octobre 2016, photo Mario Fallu



Maison Vanier
Intersection rues De martigny et Labelle,
Fonds Mgr Paul Labelle, P012



Banque Royale, photo 2016, Mario Fallu

Les limites budgétaire et financière entraînent le manque d'entretien d'édifices publics emblématiques comme les églises, les monastères, les écoles, dont les valeurs urbaine et sociale sont significatives. Ces édifices sont maintenant grandement menacés.

Dans ce contexte, la protection seule ne suffit pas. L'urbanisme doit jouer un rôle de premier plan dans la protection

du patrimoine. Réfléchir non seulement à la protection d'un bien, mais également à ce qui participe à sa vitalité économique, environnementale et sociale⁴ constitue une nouvelle approche que espérons-le sera garante d'un développement responsable du territoire en harmonie avec son histoire.

On ne peut se fier à la seule volonté des élus et des promoteurs dans ce domaine. Les acteurs du milieu interpellés par le patrimoine doivent jouer un rôle actif en vue de faire connaître celui que recèle le territoire. L'accroissement de la sensibilité des citoyens au patrimoine aura un effet d'entraînement sur le développement d'un sentiment d'appartenance à son milieu de vie et son appropriation.

¹ Denis Chevallier et Alain Morel, « Identité culturelle et appartenance régionale », Terrain [En ligne], 5 | Octobre 1985, mis en ligne le 23 juillet 2007, consulté le 09 octobre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/terrain/2878> ; DOI : 10.4000/terrain.2878

² Reprenant l'approche historique de Courville « Le Québec, Genèses et mutations du territoire, Synthèse de géographie historique », Les Presses de l'Université Laval, 2000, le groupe Gauthier Biancabano Bolduc dans l'étude Les ensembles patrimoniaux témoignant des modes d'occupation du territoire métropolitain » dans le cadre des travaux d'élaboration du « Projet de schéma métropolitain d'aménagement et de développement » de la communauté métropolitaine de Montréal, ont été identifiés ces typologies des modes d'occupation du territoire.

³ À titre d'exemple, valeur de rareté et d'âge, valeur architecturale, valeur historique, valeur paysagère, valeur locale distinctive, valeur politique, valeur publique, valeur religieuse/spirituelle, valeur scientifique, technique et du savoir, valeur sociale, valeur symbolique, valeur technique, valeur du paysage urbain, valeur artistique, valeur associative, valeur culturelle, valeur économique, valeur éducative, valeur émotionnelle. Les valeurs identifiées ci-dessus sont tirées d'un bulletin intitulé « Le patrimoine c'est quoi; Document complémentaire pour l'enseignant » préparé par Héritage Montréal en reprenant et adaptant les valeurs définies de l'ouvrage d'Aylin Orbasli, Architectural Conservation: Principles and Practice, Éditions Wiley, 2008, 240 pages. Ce bulletin consulté le 8 octobre 2018 est disponible en ligne : http://www.heritagemontreal.org/wp-content/uploads/2017/01/Le-patrimoine-cest-quoi_doc-complementaire.pdf.

⁴ Félix Rousseau, <https://www.intervallespatrimoine.com/single-post/2017/07/06/Lurbanisme-au-service-du-patrimoine>

Le Laurentian Lodge

par Roger Gariépy

Bien avant qu'on lui accorde un caractère de loisirs et de rencontres sociales, cet édifice tout blanc, situé sur la rue Principale dans le secteur Shawbridge et au cœur de Prévost, avait été conçu pour un usage familial. Cela remonte à il y a bien longtemps, puisqu'en effet son histoire débute au milieu du 19e siècle. Cette belle maison servait alors à loger la famille de Frederick Scott. Monsieur Scott cultivait les terres fertiles avoisinantes, aux limites sud de la municipalité de Shawbridge. Cette ferme invitante fut également jadis connue sous l'appellation de Beverley Farm.



BeverlyFarm_vers-1906_MG-Vallières

Au cours des années 1890, l'apparition du chemin de fer permit d'ouvrir les Laurentides aux skieurs, puisqu'à cette époque les routes carrossables en hiver étaient quasi inexistantes dans la région. Durant les années précédentes, les adeptes du ski de la grande ville devaient donc se contenter de pratiquer le ski de fond sur les flancs du Mont-Royal. Une fois la région des Laurentides ouverte au tourisme en hiver, il y eut des trains bondés de skieurs qui se mirent à s'arrêter à Shawbridge et ce, pendant quelques décennies. Difficile à s'imaginer aujourd'hui que Shawbridge devint, il y a près d'un siècle, le centre de ski le plus réputé en Amérique du Nord.

En ces premiers temps du ski au Canada, bon nombre de skieurs séjournaient au Manitou Lodge, situé près de Ste-Agathe. Ils s'y installaient pour le week-end ou les vacances hivernales. Le réputé Manitou Lodge fut malheureusement complètement détruit par un incendie en 1922. Entretemps, la grande résidence blanche des Scott



Photo, Musée virtuel de Prévost, www.ville.prevast.qc.ca

avait été acquise par la famille Stephens, qui l'avait transformée en auberge. Ils y accueillèrent une partie des touristes qui ne pouvaient se loger au Manitou Lodge, faute de chambres disponibles en nombre suffisant.

Dès 1923, un groupe d'anglophones de Montréal décida de se porter acquéreur de l'ancienne ferme de Frederick Scott. L'édifice en bois, aux allures de cottage anglais, possédait l'avantage de contenir pas moins de 20 pièces, constituées pour la plupart de belles chambres invitantes. Les acheteurs fondèrent alors The Laurentian Lodge Club, lequel sera reconnu comme étant le plus ancien club de ski en Amérique du Nord. Parmi les fondateurs, on retrouvait Cy Kennedy, Percy Douglas et «Mac» Yuile, qui devint le premier président de ce club sélect. On compte également parmi ceux-là, l'immortel Jackrabbit Johannsen, pionnier du ski de fond dans les Laurentides et créateur de la célèbre piste Maple Leaf. Cette piste, toujours en opération, allait de Shawbridge à Ste-Agathe. Les témoignages d'anciens adeptes de ski racontent en une phrase les spectaculaires entrées de Jackrabbit au cœur du Laurentian Lodge.

- Qui vient skier ce matin? Allez, remuez-vous! Tout le monde dehors!

Quelques années plus tard, en 1932, Alex Foster développera à l'aide d'un câble et du moyeu d'une roue de son vieux Dodge 1928, ce qui deviendra le premier remonte-pente mécanique au monde, pour la plus grande joie des skieurs de la Big Hill de Shawbridge. Notre mer-



Laurentian Lodge, remonte-pente 1932: Image Courtesy of John Fry/ The Walrus, A tug-of-war with North America's first rope tow, outside Shawbridge, Quebec, février 2007

veilleux bâtiment se trouve alors au faite de sa renommée.

Juste auparavant, on voulut diversifier la rentabilité de l'édifice pour la saison estivale. Ainsi, MM. William McAllister, Craig Blasham et le colonel Fred Ritchie incorporèrent en 1927 le Shawbridge Golf and Country Club Inc. et ils forment un comité pour l'aménagement d'un tout nouveau parcours de golf.

À ses débuts, le terrain aux abords du Laurentian Lodge ne comprenait que deux trous de golf, lesquels étaient aménagés à même les pâturages achetés de la Ferme Clark, réputée pour ses fameuses fèves au lard. Dans les premiers temps, il arrivait occasionnellement que des vaches viennent embêter le jeu des golfeurs.

Les années suivantes virent le parcours de golf du Laurentian Lodge augmenter à neuf trous. À compter de 1938, l'ouverture de plusieurs centres de ski dans les Laurentides, dont celui de Mont-Tremblant, fit en sorte que le Laurentian Lodge perdit peu à peu de son importance aux yeux des skieurs. De plus, l'ouverture de la nouvelle section de l'autoroute des Laurentides en 1959, section située au nord de St-Jérôme, sonnera le glas du ski alpin à Prévost. En effet, l'autoroute coupera les pentes de ski de la municipalité en deux sur son passage.

Le Laurentian Lodge se tourne alors résolument vers le golf et le parcours connaîtra son apogée au cours des années '50 et '60. Parmi les membres célèbres qui ont parcouru les vertes allées du terrain de golf au fil des ans, nommons le docteur Wilder Penfield, fondateur de l'Institut Neurologique de Montréal. Au Jour de l'An de 1953, on annonça au docteur Penfield, séjournant alors dans le Laurentian Lodge, que la reine Élisabeth lui décernait l'Ordre du Mérite. Cet honneur constitue en fait la plus haute distinction civile de l'Empire britannique. Nous nommerons aussi le ministre Brooke Claxton, premier Canadien à devenir Ministre de la Santé et du Bien-être social et instaurateur des allocations familiales. Il y eut également Charles Peters, journaliste à The Gazette, ainsi que Frank McGill, membre d'une riche famille montréalaise très connue.



Laurentian Lodge Club, avant 1960
Photo, Musée virtuel de Prévost, www.ville.prevast.qc.ca



Photo, Musée virtuel de Prévost, www.ville.prevast.qc.ca

Les années '60 et '70 marqueront un tournant dans l'histoire du Laurentian Lodge, avec l'arrivée d'un grand nombre de francophones au sein des membres du club de golf. J'aime à rappeler que la plupart des familles de Prévost, tout au moins de celles qui y vivent depuis quelques générations, ont toutes vu l'un, ou plusieurs des leurs, rivaliser d'adresse sur ce terrain reconnu pour ses difficultés de jeu.

Pendant toutes ces années, le Laurentian Lodge ne reçut pas de transformations majeures. Certes, il fut rafraîchi à plusieurs reprises et certaines pièces furent réaménagées au goût du jour. Cependant, l'extérieur demeure toujours fidèle à son aspect d'origine, mis à part peut-être ce grand escalier qu'on installa à l'avant et qui descend du deuxième étage. Le bon vieux Laurentian Lodge est donc pratiquement identique à celui de mes souvenirs d'enfance. Il me semble entendre encore plaisanter les golfeurs, lorsque je passais à bicyclette sur la rue Principale longeant le parcours. Pour plusieurs générations de Prévotois et de visiteurs, le Laurentian Lodge aura été un havre de paix et de plaisirs sains.

Le Club de Golf de Shawbridge cessa ses activités au début des années 2000. Hélas, ce fut avant d'avoir fêté son centenaire. Le Laurentian Lodge est demeuré là, pantois, tristement seul, sans plus entendre les rires et les larmes de ceux qui l'avaient habité au 19e siècle, ou les éclats de voix des touristes qui l'animent dès le début des années 1920. Depuis la fermeture du Club de golf de Shawbridge, un différend oppose la ville de Prévost et le promoteur immobilier qui s'est porté acquéreur du site. Nous n'entrerons pas dans la complexité de ce dossier. Cependant, force est de constater que le parcours de golf est laissé à lui-même et revient tranquillement à la friche originale.

Quant au magnifique Laurentian Lodge, il est encore utilisé à l'occasion comme salle de réception. Mais ces jours de fête, jadis habituels, se font désormais de plus en plus rares.

Que lui réserve l'avenir? Saura-t-on mettre de côté les différends pour l'épargner d'une décrépitude annoncée? Permettra-t-on de lui faire connaître son bicen-

tenaire? Lui redonnera-t-on son ancienne vocation d'auberge ou le transformera-t-on en musée racontant la belle histoire de Prévost? Fera-t-on du site de golf un immense parc-jardin qui pourrait attirer tous les visiteurs qui s'amènent dans les Laurentides? Ce ne sont là que quelques possibilités qui me traversent l'esprit. Sinon, verra-t-on le Laurentian Lodge tomber sous le pic des démolisseurs, laissant ainsi disparaître un édifice célèbre qui a marqué plusieurs générations?

Je ne peux répondre à ces questions. Néanmoins, il m'apparaît essentiel de préserver ce bâtiment historique. Non seulement pour la beauté de son architecture et pour la richesse inestimable de son histoire. Mais également, parce qu'un tel vieil édifice qui défie le temps, constitue à n'en pas douter l'âme d'une ville et, par le fait même, celle de ses habitants.

Références :

- Ray et Diana Baillie, 2017, Laurentian Heritage WebMagazine, Shawbridge club, Shawbridge
- Susan Semenak, 20 février 2015, Montreal Gazette, Laurentian Lodge : Flashback to an old-school ski club
- Ville de Prévost, Musée Virtuel de Prévost
- Marie-Eve Auclair, 08 mai 2016, Musée du ski des Laurentides, Club Laurentian Lodge (1923-), intronisé en 2006
- Neil and Catharine McKenty, septembre 2013, Skiing Legends and the Laurentian Lodge Club
- John Fry, 12 février 2007, The Walrus, First on the Hill



Laurentian Lodge, vue d'été: Roy et Diana Baillie, The Shawbridge Club, 2001
Musée virtuel de Prévost, www.ville.prevast.qc.ca

SAVIEZ-VOUS QUE...

La deuxième édition du Salon des aînés s'est tenue le 22 septembre dernier au Quartier 50+ à Saint-Jérôme. La Société d'histoire était présente. Ce fut une occasion exceptionnelle de se faire connaître. Plus de 2,500 personnes ont franchi les portes du salon.

Le kiosque de la SHRN a suscité une certaine curiosité avec ses livres d'histoire, ses photos d'époque et surtout les costumes de ses représentants! Merci à Line Renaud, Suzanne Marcotte et Mario Fallu.



L'ÉGLISE DE SAINT-HIPPOLYTE

Importance de ce bâtiment historique en tant qu'élément identitaire et distinctif de la municipalité et importance de le préserver.

Église paroissiale, catalyseur patrimonial

PRÉAMBULE

En 2017, les manchettes de journaux jérômiens annoncent la disparition possible de 33 lieux de culte sur les 54 présents sur le territoire du diocèse de Saint-Jérôme en raison de difficultés financières. On évalue qu'elles ne sont fréquentées que par 2% de la population. Pourtant, ces fermetures annoncées suscitent un grand intérêt. On peut se demander pourquoi.

À la recherche de réponses, je me suis tourné vers mon milieu d'appartenance, Saint-Hippolyte. L'église paroissiale du village est, à ce jour, l'une des 11 églises non menacées. Ma présence à une célébration dominicale me permet d'en percevoir quelques raisons.

Communauté d'appartenance

D'abord, le nombre de participants. Sans comparatif avec d'autres paroisses, je constate que presque la totalité des bancs de chaque côté de l'allée centrale sont occupés. Parmi ces belles têtes blanches, je reconnais des personnes qui viennent de très loin. Avec le temps et une santé plus fragile, me confient-ils, ils se sont rapprochés des services des grandes agglomérations où vivent leurs enfants. Pourtant, chaque dimanche, ils restent fidèles à l'église de leur enfance et de leur vie adulte et ils y sont actifs, assistant même le célébrant au service liturgique. D'autres s'investissent dans la chorale tant dans les pratiques hebdomadaires que lors de concerts bénéfiques au profit de leur église. Leur attachement se manifeste aussi, au moment de l'obole. On doit retenir les nombreux billets dans le panier de quête pour ne pas qu'ils tombent!

Ce sentiment d'appartenance est aussi tangible à la fin de chaque cérémonie où, devant le portail ou sur le parvis de l'église, ils ont plaisir à échanger, l'un, avec des membres de la famille, l'autre, avec des amis d'enfance. On me dit qu'il fut un temps où plusieurs venaient pour les prêches remarquables du chanoine Jacques Grand'Maison. Homme de grande foi et engagé socialement, ses confidences et sa vie témoignaient de l'amour qu'il portait à l'autre. On sent qu'ils repartaient nourris de sa compassion. La journée est belle. On m'invite à me rendre au cimetière, tout à côté. Le ton baisse, un voile de nostalgie s'installe doucement, en eux, en moi. Les visages apaisants de mes parents traversent mes souvenirs. Connaissant mon intérêt pour le patrimoine, ils se mettent à me raconter les

efforts de nos ancêtres dans l'établissement et l'édification de ce lieu. «Ils ne l'ont pas eu facile, plaisaient-ils, le destin s'est acharné plus d'une fois sur le sort de cette église. Quand on y repense, ce bâtiment a plus qu'une vocation religieuse, c'est aussi un des lieux de notre histoire communautaire».

Des paroissiens mal desservis

Nous sommes en 1864. Le territoire de la future paroisse de Saint-Hippolyte n'est pas encore défini¹. Pourtant, 650 catholiques sont établis dans les rangs des cantons d'Abercrombie, de Kilkenny² et de Wexford qui forment depuis le 1^{er} juillet 1855, la municipalité du canton d'Abercrombie-partie est. Ces pratiquants, faute d'avoir un lieu de culte à proximité, doivent se rendre par des chemins difficiles de colonisation, aux paroisses



Première église paroissiale de Saint-Hippolyte.
Collection Famille Dagenais

les plus proches de Saint-Jérôme au sud, de Saint-Calixte à l'est, de Saint-Sauveur et de Sainte-Marguerite, au nord. En cette période de grande mortalité, infantile et adulte, plusieurs familles hésitent donc à s'installer sur ces terres, éloignées de tous les services «dits essentiels» pour l'époque.

Mgr Bourget, évêque du diocèse de Montréal qui administre ce territoire, a donné son approbation pour la construction d'une chapelle en 1862 mais il n'y a toujours pas de consensus sur le lieu de son établissement. Car l'histoire de la municipalité de Saint-Hippolyte a toujours été marquée par l'éloignement de

¹ L'érection canonique de la paroisse se fera en 1869;

² Depuis 1820, à l'extrémité ouest du canton de Kilkenny, la petite paroisse anglicane de St-John-the-Baptist-in-the-Wilderness située à la jonction du chemin de la Chapelle et du chemin du Roi, secteur lac Connelly et Baie de Kilkenny (lac Achigan), accueille déjà près de 300 habitants venant des fermes environnantes;

ses îlots de population répartis sur un vaste territoire. Pas étonnant alors que les paroissiens veulent cette chapelle à proximité des premiers lieux de peuplement, soit les rangs 2 (terre des Lesage) ou 3 et 4 (terre des Chartrand-lac des Quatorze-Îles) du canton d'Abercrombie³.

Le 7 octobre 1864, pour dénouer la situation, Louis Auguste Morin, agriculteur au lac du Pin Rouge, rencontre Mgr Bourget à Montréal et lui offre quinze arpents⁴, sur un promontoire dominant le lac Abîme⁵, lieu géographiquement à mi-chemin entre les noyaux de population existant mais desservant également les familles établies au lac l'Achigan et du Pin Rouge, à proximité. La visite de ce lieu par l'archidiacre de Montréal, Mgr Hippolyte Moreau et le rapport de son enquête, soulignent, entre autres, la visibilité importante de cet emplacement à cette époque de grand déboisement forestier. Le décret d'établissement qui en suivra, consacre la nouvelle mission sous le vocable de Saint-Hippolyte, martyr.

Précipitation malheureuse

À l'hiver qui suit, précédant l'action des syndics élus dont il a été exclu, Louis Auguste Morin recueille 150\$ auprès de ses connaissances et des amis de la famille, elle-même déjà fondatrice des paroisses de Val-Morin, Sainte-Adèle et Morin-Heights. Sans l'accord des syndics nommés et malgré son manque d'expérience en construction, il décide d'ériger lui-même, au début de l'été de 1865, un bâtiment de deux étages sur le penchant du coteau menant au lac Abîme. Le premier étage devant servir de chapelle, le second, de presbytère. Mais aucune célébration n'y sera faite car les paroissiens jugent que ce bâtiment est dangereux, principalement durant les orages.

Première mobilisation des paroissiens

Devant ce gâchis, les paroissiens se regroupent pour une corvée communautaire. Ils démolissent le bâtiment et construisent une nouvelle chapelle, cette fois, sur un terrain plat, au-dessus du promontoire⁶. Cette chapelle sera prête pour les célébrations des Fêtes de 1866 et pour les trois premiers mariages célébrés en janvier 1867⁷.

Entre 1866 et 1869, pour assurer les offices religieux aux quinze jours, les curés Marcel Mireault puis Louis Casaubon de la paroisse de Sainte Marguerite empruntent les chemins difficiles et périlleux qui les mènent vers le village. Cette situation inquiète les paroissiens, d'autant plus que le curé Casabon a, un jour de tempête hivernale, risqué sa vie lorsque sa voiture a versé dans le fossé. Ils font donc des pressions auprès de Mgr Bourget pour

obtenir un curé résident. Le 8 février 1869, l'érection canonique est prononcée et on nomme le premier curé permanent, François-Xavier Laberge. Les paroissiens, attachés à leur église, sont généreux et dès 1870, la fabrique dispose d'un budget de 168\$, somme appréciable à l'époque, pour garnir les murs d'un chemin de croix et faire l'achat d'une cloche de 250 lb, achetée à la fabrique de Sainte-Julienne. Elle sera installée le 15 avril 1871.

La population est en croissance et l'ouverture et l'amélioration des routes permettent aux familles de plus en plus nombreuses des rangs de fréquenter l'église plus souvent. Rapidement, le lieu s'avère trop petit. Dès 1877, on procède donc à la construction d'une première église, d'un presbytère confortable et d'une salle paroissiale qui sert, tour à tour, de salle de classe et de lieu de rassemblement. Mais, encore une fois, le malheur frappe. Benjamin Boileau, fils de l'entrepreneur, perd la vie lorsque la charpente érigée mais encore fragile est renversée par un ouragan soudain.

Grand feu de 1933



1933, Destruction par le feu de l'église paroissiale de Saint-Hippolyte. Collection Famille Dagenais

En 1933, cette première église compte 56 ans d'existence lorsqu'une nouvelle catastrophe vient à nouveau mettre à l'épreuve l'attachement des fidèles. Dans la soirée du jeudi 2 mars 1933, l'église en bois, le presbytère, la salle paroissiale ainsi qu'un hangar sont

complètement détruits par un incendie d'origine inconnue. Le sinistre détruit tout : les édifices, le mobilier, les ornements, les habits sacerdotaux, et aussi les registres et archives de la paroisse et de la municipalité. Même si, durant le combat contre l'incendie, il n'y a eu aucun blessé, on déplore pourtant, deux jours plus tard, la mort de Philippe Thibault, fils de Carolus, un des volontaires venus prêter main-forte. Après ce dur combat contre le feu, détrempe par l'effort fourni près du brasier, il retourne à pied chez lui, au lac des Quatorze-Îles, à 5,5 km du village. Il semble que la fatigue et le froid de mars aient provoqué chez lui des complications pulmonaires mortelles.

Deuxième mobilisation des paroissiens

Les Hippolytois ne se laissent pas abattre et dix jours plus tard, les syndics élus, Alphonse Desjardins, Adonias Viau et Arthur Gohier, se mettent à l'œuvre avec la population pour rebâtir leur église. Fort d'une somme de 27 550\$ versée par les assurances, ils lancent un appel d'offres. Parmi les quatorze propositions reçues, ils arrêtent leur choix sur celle des entrepreneurs Héroux et Robert, au montant de 23 000\$. Un vaste bâtiment de 30 par 60 pieds est d'abord érigé. Il servira de lieu de culte temporaire avant de devenir la future salle paroissiale. Cette reconstruction et l'achat de mobilier et d'accessoires divers ne laissent qu'une dette de 2 000\$, à la fabrique. Le 26 novembre 1933, Mgr Georges Gauthier, évêque auxiliaire de Montréal, procède à sa bénédiction en présence de dignitaires municipaux, provinciaux et fédéraux. Le 12 août 1934, l'église reçoit sa nouvelle cloche, baptisée Estelle, en l'honneur du nom de la femme du donateur, Arthur Gohier. Elle pèse 650 lb et donne le do.

Fresques et vitraux, marqueurs d'affiliation

Les paroissiens des rangs éloignés, du lac Connelly et des Quatorze-Îles fréquentent, durant la saison estivale, les nouvelles chapelles érigées pour répondre aux besoins des villégiateurs. Mais leur appartenance à l'église paroissiale demeure. Ils tiennent à y célébrer baptême, mariage et sépulture. Comme d'autres donateurs, les familles de ces rangs éloignés se regroupent pour financer des vitraux et des fresques comme le font les familles Gohier, St-Pierre, Labelle, Forget, Grenier, Pyecroft, Lafrenière, Paquin, Gabard et Lallemand.

10 juillet 1944, petit frisson d'angoisse

Alors que la Deuxième Guerre mondiale et les nouvelles sur l'avancée des troupes alliées faisaient habituellement la une des journaux, le 11 juillet 1944, l'annonce d'une conflagration au village de Saint-Hippolyte fait la manchette. On peut y lire que la pompe no.16 de la caserne montréalaise de la rue Rachel ainsi que 2 officiers et 6 pompiers sont montés d'urgence au village de Saint-Hippolyte pour prêter main-forte aux pompiers de Saint-Jérôme et de Sainte-Agathe pour combattre l'incendie. Selon le rapport du chef de district montréalais, le feu, d'origine inconnue, a débuté dans la boulangerie d'Édouard Boisvert et a détruit le magasin général d'Eugène Labelle, la grange et l'entrepôt d'Arthur Blondin et la résidence privée de H. Brousseau. Comme tous ces bâtiments étaient situés en face de l'église, du presbytère et de la salle paroissiale, plusieurs villageois ont craint que le feu ne se propage, encore une fois, à leur église. C'est pour cela que le conseiller Chalet a cru bon de faire appel, alors, aux pompiers montréalais en utilisant le téléphone du bureau du maire Gohier, mais sans l'en informer. Heureusement, lors de cette nouvelle conflagration, personne n'a été blessé mais, encore une fois, les citoyens ont eu peur de perdre l'église pour laquelle ils avaient tant peiné.

L'église, catalyseur d'identité patrimoniale

À Saint-Hippolyte comme dans d'autres municipalités québécoises, l'église, son presbytère, le cimetière et quelques bâtiments anciens restent des lieux identitaires de l'histoire citoyenne. Les préserver, au-delà du temps, et, pourquoi pas, leur redonner un rôle de catalyseur communautaire au service des gens, n'est-ce pas en préserver l'esprit patrimonial ?

Par *Antoine Michel Ledoux*

Historien et
Administrateur
à la SHRN



Collection Geneviève Dufresne

SOURCES :

- François-Luc VALIQUETTE et Patrick CARPENTIER, « La Paroisse de Saint-Hippolyte : 1869-1994 », journal Le Sentier, éditions de l'année 1994 pour le 125e anniversaire de la municipalité.
- Christian ASSELIN, Infos-Laurentides du 13-12-2017, Évaluation de la participation : 2% en 2017. <http://infoslaurentides.com/actualites/le-diocese-de-saint-gerome-pense-fermer-33-eglises>
- Rapport de l'officier J. Forget, chef mécanicien de la pompe no.16, de la caserne de pompier de la rue Rachel, à Montréal.
- Articles des journaux La Presse et La Patrie, 12 juillet 1944, pp. 1, 3,15 et 22.

³ Rapidement, sur les lieux anciens de peuplement, des chapelles seront construites pour desservir la population estivale : chapelle Notre-Dame-du-lac (lac des Quatorze-Îles) en 1917, chapelle Sainte-Anne en 1929, et Saint-Albert-le-Grand en 1939, (lac Connelly Nord et Sud);

⁴ Louis Morin demande en retour qu'une messe basse soit chantée à perpétuité, chaque année, à la charge de la fabrique, pour lui et sa famille et que ce terrain ne serve à aucune autre fin que celle du culte religieux. Suzanne Lauzon-Varin;

⁵ Devenu le lac Morency;

⁶ Une statue du Sacré-Cœur donnée en 1864 par Louis Morin mais disparue au moment de la démolition, fut retournée à l'église, en 1989, lors des fêtes du 125e anniversaire;

⁷ Le 14 janvier 1867, a lieu le mariage d'Hyacinthe Loyer et de Céline Ouimet, le 28, ceux des deux sœurs Amiot, Henriette avec Auguste Thibault et Sophie avec Laurent Monciau.

La maison Scanlan



Collection France Scanlan

La maison Scanlan est située au 498, montée Masson à Sainte-Sophie. Sa date de construction est indéterminée. Je vais débiter notre histoire personnelle avec cette merveilleuse chanson composée par Alain Cham-

bort, « Un coin de vie ». Le paragraphe que j'ai choisi représente, pour moi et mon mari Stephen, beaucoup d'histoires, d'émotions et de vécu;

*Ça c'est un coin de vie
Qui me revient souvent
La, juste un coin de vie
Une chanson d'avant
D'avant toi, d'avant l'amour et d'avant le temps
Quand on ne connaît pas encore la nostalgie
Quand nos yeux sont ouverts sur le printemps*

Jour après jour, on apprend à voir et contempler ce que nos ancêtres nous ont légué. Maintenant, il faut valoriser notre maison.

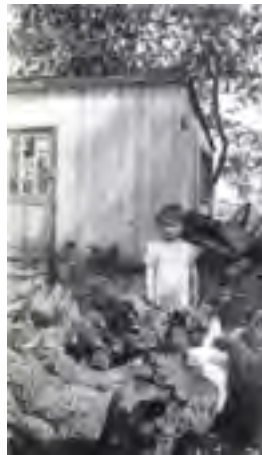
Dans le livre de monsieur Normand Champagne « *Le temps que j'm'en souviens* » on apprend que Thomas Scanlan arrive à Sainte-Sophie au début du XXe siècle. Accompagné de sa femme Katherine Williams et de leur unique enfant Albert, il s'établit sur une ferme sur la route 158 d'aujourd'hui. Vers 1915-1920 un incendie dévore la maison. Thomas loue une maison achetée le 7 novembre 1895 par Édouard Lévesque de Sainte-Julienne à madame Frances Carey de la paroisse de Sainte-Sophie. Thomas ouvre un magasin général situé à la gauche de la maison existante sur la rue Masson, face à l'église. Il décède en 1929 et le magasin est fermé peu après. Son fils, Albert Scanlan, s'unit à Bertha Léontine Lévesque et le parcours de la famille depuis Timothy Scanlan venu d'Irlande en passant par les États-Unis se continue avec notre famille à Sainte-Sophie.

C'est une belle grande maison qui a 37 pieds de façade

Sources :

Le temps que j'm'en souviens, Sainte-Sophie, des origines à aujourd'hui, Normand Champagne
Achat de la propriété, copie notariée no 39491, lot 175, rue Masson, bureau d'enregistrement de Terrebonne
Marielle Lafrance de la bibliothèque de Sainte-Sophie, collaboration
Mme Brigitte Leroux, directrice adjointe au service de l'urbanisme, ville de Saint-Sophie, collaboration

avec une cuisine d'été et des galeries. Comme on peut le voir sur la photo du bas, le revêtement extérieur était en bois à l'origine. Aujourd'hui, il s'agit de brique et la couverture de la maison a été faite par un ferblantier – toiture originale de tôle à baguette. Pour moi, la plus belle caractéristique de cette maison ce sont les lucarnes : trois à l'avant et deux à l'arrière. Elles servent de rangement et sont fonctionnelles. N'oublions pas le modèle original des galeries! Et durant la période d'été, nous pouvons installer les jalousies (persiennes) originales des fenêtres. Il y a eu beaucoup d'histoires durant cette période, mais



Collection France Scanlan

pour nous qui demeurons encore depuis quatre générations dans cette maison, il y a beaucoup de souvenirs et de mystères. Comme le double salon dans la maison; a-t-il servi à des expositions funéraires? Je ne sais pas, mais pour nous il est devenu la chambre des maîtres! Comme je suis infirmière de métier, je sais que les gens les moins dangereux ce sont ceux qui sont décédés! Ma belle-mère, Marie Berthe Lévesque Scanlan, m'a par contre raconté qu'elle a loué cet appartement à un médecin, le docteur Duval, qui passait au village pour ses consultations environ une fois par mois pour les résidents du village.

Je tiens à remercier ma mère, Jacqueline Beauchamp Brière née en 1928, qui vit encore et m'a donné des informations sur les gens qui sont demeurés dans la maison. Un merci à mes enfants, Sandy, Claude et Keven qui, en collaboration avec ma nièce Cindy et sa mère Ginette Corbeil, nous ont offert l'arbre généalogique de la famille pour notre 30e anniversaire de mariage. Et pour ceux qui désireraient savoir, oui, il y a toujours dans cette maison la famille Scanlan et plus de souvenirs!

France Scanlan



Collection France Scanlan

La Maison Prévost,
un joyau patrimonial pour Saint-Jérôme

Située au cœur de l'arrondissement historique de Saint-Jérôme, cette magnifique résidence (349, rue Labelle) se distingue de façon éloquent par son architecture imposante dans le paysage urbain où elle a été construite.

Collection SHRN,
Photo Mario Fallu, octobre 2018

Partie intégrante de notre mémoire collective, point d'ancrage de l'identité jérômiennne, elle permet de raconter l'histoire du développement de la communauté à laquelle elle est intimement liée.

En procédant à son acquisition il y a quelques mois, la MRC de La Rivière-du-Nord vient de faire renaître la Maison Prévost. Ainsi, l'histoire se poursuit et ce sont maintenant les bureaux de cet organisme qui occupent le bâtiment. Mais voyons comment ce majestueux bâtiment patrimonial a su résister au passage du temps.

Un peu d'histoire

La Maison Prévost existait déjà avant le parc Labelle, avant l'ancien palais de justice, et même avant la cathédrale! Construite en 1891, elle fait partie du paysage jérômien depuis 127 ans.



Fonds Mgr Paul Labelle, P012

Elle représente un des rares bâtiments authentiques de style Queen Ann dans Saint-Jérôme, un courant architectural qui apparaît dans la région à la fin du 19e siècle. La présence de tours coniques, de lucarnes

et pignons ouvragés, de galeries et balcons finement décorés font partie des composantes de ce nouveau style utilisé pour la construction de villas bourgeoises.

La Maison Prévost fait partie d'un des quatre ensembles patrimoniaux reconnus par la MRC et du circuit patrimonial de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, proposé depuis 1982.



Fonds Famille Prévost, P020

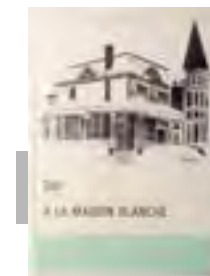
Plusieurs vocations sont associées à la Maison Prévost tout au long de son histoire et témoignent du développement du territoire de la MRC. Vous trouverez, à la fin du texte, des repères chronologiques énumérant ses propriétaires et ses occupants. Cela vous permettra d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution de ce joyau patrimonial.

Menacée de démolition en 1987 puis abandonnée à son sort en 2003, la maison Prévost a néanmoins survécu pour retrouver en 2006 son élégance d'autrefois.

Deux mobilisations qui ont changé le cours de l'histoire

Alors qu'on songe à la démolir en 1987, la Société d'histoire se porte à la défense de la Maison Prévost¹. On assiste à la formation d'un comité d'action puis une campagne pour la protection de cet immeuble historique est mise sur pied.

Des affiches, des dépliants, des macarons sont utilisés afin de sensibiliser la population à l'importance de conserver l'une des plus belles résidences du centre-ville jérômien.



Fonds SHRN, P048



La Société d'histoire en appelle ainsi à la mobilisation de la population.

Une soirée de consultation sur l'avenir de la maison a lieu à la polyvalente. Elle sera suivie de la tenue d'un registre pour sa conservation, mis à la disposition de la population à l'hôtel de ville, les 6 et 7 octobre 1987.

L'appel de la Société d'histoire sera entendu et 842 personnes viendront signer le registre! La maison sera donc préservée. Si les citoyens ne s'étaient pas mobilisés, ce bâtiment identitaire du patrimoine bâti jérômien n'existerait plus aujourd'hui.

¹ Surnommée par la population la Maison Blanche au cours d'une certaine époque, seule l'appellation officielle maison Prévost a été retenue pour ne pas alourdir le texte.

En 2003, la maison se retrouve abandonnée à son sort et exposée aux intempéries. Elle devra traverser une autre période difficile de son histoire. Des démarches de sensibilisation quant à l'importance de protéger ce bâtiment exceptionnel sont entreprises.



Maison Prévost,
Photo Mario Fallu février 2005

Ainsi, la Société d'histoire interviendra à nouveau en 2004 avec une conférence sur le patrimoine bâti et en invitant les personnes présentes à signer une pétition demandant à la Ville de réparer l'enveloppe extérieure du bâtiment pour empêcher qu'il ne se détériore davantage. Les travaux seront effectués protégeant ainsi la maison en attendant que son sort soit déterminé.

Réhabilitation

Puis la maison sera sauvée de l'abandon en 2005 alors que Martine Campeau et André Duchesne, ce couple de passionnés d'histoire et de patrimoine, en feront l'acquisition. Ils lui redonneront son élégance d'antan tout en respectant les normes architecturales de l'époque. La maison leur servira de résidence jusqu'en 2015 et des bureaux y seront loués à des professionnels.

La réhabilitation de l'immense maison de bois de 10 000 pieds carrés aura nécessité trois années et plus de 15 000 heures de travail. Cette restauration exceptionnelle aura permis d'assurer la pérennité de ce joyau patrimonial. Les propriétaires ont d'ailleurs mérité en 2007 le prix Architecture – volet patrimoine – dans le cadre des Grands prix de la culture des Laurentides.



Les propriétaires ont d'ailleurs mérité en 2007 le prix Architecture – volet patrimoine – dans le cadre des Grands prix de la culture des Laurentides.

Ces deux passionnés d'histoire et de patrimoine ont légué à la communauté régionale un très bel héritage et un exemple à suivre en matière de sauvegarde du patrimoine bâti.

Nouvelle vocation

Aujourd'hui, c'est au tour de la MRCRDN d'occuper la Maison Prévost. Le souhait de Martine Campeau et André Duchesne est enfin exaucé: ce lieu de mémoire hautement significatif pour Saint-Jérôme est à nouveau au service de la collectivité.

Tout en assurant la préservation de ce bâtiment exceptionnel, les cinq villes de la MRC témoignent par cette acquisition de leur intérêt pour le patrimoine architectural et de leur vision du développement durable.



Collection SHRN,
Photo Mario Fallu, octobre 2018

Souhaitons que d'autres bâtiments patrimoniaux de la région puissent bénéficier du même sort et ainsi contribuer au rayonnement de notre histoire et accroître notre richesse collective.

Par: *Suzanne Marcotte*
Présidente
de la SHRN

MAISON PRÉVOST Repères chronologiques

- 1891 Construction de la maison par Wilfrid Prévost qui l'habite avec sa famille;
- 1898 Décès de Wilfrid Prévost. Son fils, Jean Prévost, habite la maison avec sa famille;
- 1915 Décès de Jean Prévost. La maison abrite divers organismes à vocation communautaire;
- 1918 Location de la maison par la Ville de Saint-Jérôme qui y aménage ses bureaux;
- 1922 Vente de la maison aux enchères; la Ville de Saint-Jérôme s'en porte acquéreur;
- 1924 Vente de la maison aux Chevaliers de Colomb qui servira de lieu de réunion pour l'organisme ainsi qu'à différentes œuvres et activités charitables;
- 1932 La maison est transformée en hospice pour les vieillards et les orphelins, sous la gouverne des Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa;
- 1938 Vente de la maison à Charles-Auguste Lorrain qui occupera la maison avec sa famille;
- 1956 Vente de la maison au gouvernement du Québec qui y installera l'Unité sanitaire du comté de Terrebonne;
- 1978 Vente de la maison à la Ville de Saint-Jérôme qui en fera son centre culturel;
- 1987 Projet de démolition de la Maison Prévost;
- 1988 Vente de la maison à la Caisse populaire de Saint-Jérôme qui mettra la maison à la disposition d'organismes communautaires;
- 1990 Location de la maison à la Fondation Clara-Bourgeois; par la suite Le Coffret et les Serres de Clara se joignent à la fondation;
- 2002 Vente de la maison à la Ville de Saint-Jérôme;
- 2005 Citation par la Ville de Saint-Jérôme de la maison comme monument historique;
- 2005 La maison est reconnue d'intérêt patrimonial par les gouvernements fédéral et provincial en étant inscrite au Répertoire canadien des lieux patrimoniaux ainsi qu'au Répertoire des biens culturels et arrondissements du Québec;
- 2005 Vente de la maison à Martine Campeau et André Duchesne qui l'habitent avec leurs deux enfants et louent des bureaux à des professionnels ainsi qu'au diffuseur En Scène pendant 9 ans;
- 2018 Vente de la maison à la MRC de La Rivière-du-Nord qui y installe ses bureaux le 24 août.

Sources consultées

Charles, Jean-Claude, Étude patrimoniale et de mise en valeur de résidences du secteur de la ville de Saint-Jérôme, travail dirigé présenté à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, 2004, 99 pages.

Demers-Flibotte, Ghislaine, La Maison Blanche de Saint-Jérôme, Bulletin d'information de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, no11, octobre 2002, pages 5-12.

Duchesnes & Fish, architectes, Maison Prévost : Rapport d'évaluation sur l'état du bâtiment, 2003, 82 pages.



Fonds Famille Prévost, P020

La vieille maison en face de l'école

En face de l'école La Volière, à Saint-Colomban, se trouvent une vieille maison et une grange qui pourraient en raconter long sur la vie de la région. La maison Gaffney-Kennedy ne peut pas parler, mais les chercheurs et passionnés d'histoire, oui!

QUELQUES REPÈRES HISTORIQUES

Vers les années 1820, un groupe d'Irlandais catholiques anglophones arrive massivement sur nos côtes. Afin de comprendre leur langue et leurs coutumes, l'Église catholique fait appel à l'abbé Patrick Phelan. Celui-ci convainc les seigneurs Sulpiciens de leur offrir des terres non colonisées au nord de la région de Montréal, car ils étaient majoritairement agriculteurs.

Bien ancrés, ils vont bâtir leur propre église catholique irlandaise. De ce fait, va naître la paroisse de St.Columban (en français Saint-Colomban) en 1835. À son apogée, on compte environ 250 familles à Saint-Colomban sur un sol difficile à cultiver.

En raison de la pauvreté de certaines terres, le partage parmi les grandes familles est difficile et la population commence à diminuer. En 1911, il ne reste plus que 291 personnes d'origine irlandaise sur le territoire colombanoisⁱ. Bien que certains descendants irlandais soient demeurés à Saint-Colomban jusque dans les années 1960, l'histoire de cette communauté est malheureusement tombée dans l'oubli à une certaine époqueⁱⁱ.

Saint-Colomban est marquée par la forte présence de ce groupe venu enrichir le paysage des Laurentides. De ce fait, la maison Gaffney-Kennedy (546 chemin de la Rivière-du-Nord) constitue l'un des rares témoins toujours présents de la venue des Irlandais catholiques s'installant le long de la rivière du Nord vers 1819-1820.

SA VALEUR ARCHITECTURALE

Selon certaines sources, en 1823, une maison d'une seule pièce est construite sur cette terre. On y cultive alors la patate et l'avoine.

Avec son plan rectangulaire (ponctué d'une petite annexe rattachée) et sa toiture à deux versants qui repose sur une galerie, cette maison appartient au modèle de *Maison rurale évoluant vers la maison québécoise d'inspiration néo-classique*.

Son système constructif de charpente à clair-voie témoigne du savoir-faire de nos artisans, que l'on a perdu avec le temps. Certaines photos d'époque dé-

montrent qu'au début, la maison modeste est bâtie en clin de bois, disposé horizontalement. Les ouvertures sont ponctuées de fenêtres à petits carreaux (modèle très ancien qui fut remplacé par des fenêtres à grands carreaux).

On peut remarquer que la symétrie d'ensemble est irrégulière et non centrée. La maison a-t-elle été agrandie par la droite? Ce qui nous laisse suspecter que la construction de 1823 soit toujours présente. Un examen plus poussé pourrait confirmer notre hypothèse

Avec le temps, la maison va évoluer. L'ajout des lucarnes dotées de joues décoratives d'inspiration classique va permettre d'agrandir la maison par le grenier, laissant passer la lumière.

Un nouveau revêtement de clin à gorge disposé verticalement et une galerie faisant le pourtour, recouverte de tôle à joints pincés, témoignent de l'évolution des techniques architecturales du début de l'ère industrielle. En plus de protéger l'entrée des chutes de neige et intempéries, la galerie participe à la contemplation de la nature ainsi qu'à la socialisation entre individus (désormais, on veille sur le perron!)



Collection Claude Bourguignon

L'intérêt de ce bâtiment repose donc sur sa **valeur d'ancienneté et de rareté**. Aujourd'hui, il ne reste que 15 maisons du XIX^e siècle sur le territoire de Saint-Colomban. Cette maison est l'une des plus anciennes constructions datant de la colonisation anglo-celte. Elle est étroitement associée à l'histoire locale de Saint-Colomban.

La dépendance agricole, tout aussi intéressante, est formée de deux étages. À l'origine, le grenier servait à l'entreposage du foin et de l'avoine.

PERSONNAGES D'IMPORTANCE ET INTÉRÊT ETHNOLOGIQUE

Selon le recensement de 1831, le propriétaire du lot 41, Hugh Daily, est un cultivateur d'origine irlandaise. Lors du recensement de 1891, nous obtenons la première mention de la famille Gaffney, cultivateur d'origine irlandaise. James Gaffney a émigré au Canada en 1833 et son épouse Helen en 1846. Ce site a donc été habité par les Gaffney-Kennedy, l'une des vieilles familles irlandaises qui se sont installées dans la concession de la Rivière-du-Nord. Selon certaines sources, cette famille serait arrivée vers 1875. Elle fait ainsi partie de la dernière vague d'immigrants irlandais à s'installer à Saint-Colomban, alors que la population décroît.

Jusqu'à tout récemment, la famille était encore propriétaire. Bien qu'ils n'aient pas toujours travaillé personnellement à cultiver la terre, ils l'ont préservée en la louant afin d'y perdurer l'exploitation agricole.

PAYSAGE CULTUREL ET NATUREL : LE SITE HISTORIQUE

La maison Gaffney-Kennedy est inscrite sur un site historique qui témoigne de l'histoire de l'agriculture avec ses dépendances et son caractère champêtre participant à l'identité de Saint-Colomban. Il serait triste de perdre à tout jamais ce paysage bucolique.



Collection Claude Bourguignon

Rédigé par :
Comité du patrimoine de la SHRN :
Linda Rivest, Danielle Benoît, Gaétan Demers

Informations historiques et révision :
Claude Bourguignon

ET MAINTENANT ?

Les élus de Saint-Colomban ont entamé une réflexion. Des démarches sont en cours pour sauvegarder cette maison. Le rappel des premiers arrivants irlandais de Saint-Colomban est sûrement une plus-value pour contribuer à l'identité de la Ville. Le patrimoine est une ressource rare et non renouvelable qu'il faut mettre en valeur et protéger. C'est un legs aux générations futures.

Saint-Colomban, Une épopée irlandaise au piémont des Laurentides, 2006, Claude Bourguignon.

i <http://www.st-colomban.qc.ca/fr/page/histoire.html>

ii <http://montrealmosaic.com/fr/reflection/les-irlandais-de-montr-al-et-de-saint-columban>

iii <http://www.st-colomban.qc.ca/uploads/d%C3%A9pliant%20des%20sites%20patrimoniaux.pdf>

iv <http://www.stcolumban-irish.com/node/66>, 041 J. Gaffney , 042 J. Gaffney

La grippe espagnole de 1918

« J'étais en face d'une maladie terrible, jamais vue à Montréal de mémoire d'homme. [...] Les malades devenaient bleus, ils ne pouvaient plus respirer. [...] Il m'arrivait de voir 50 cas par jour, et parfois 4, 5 ou 6 malades dans la même famille, tous couchés ; je revenais le lendemain, et 2 ou 3 d'entre eux étaient morts. » (1)

Ces paroles du Dr Albert Cholette, interviewé par l'animatrice Lizette Gervais en 1976 à la radio de Radio-Canada, nous font entrevoir toute l'horreur et le désarroi de ce médecin, alors qu'à l'automne de 1918 il luttait comme tant d'autres, et à armes inégales, contre l'épidémie de grippe espagnole qui sévissait alors à Montréal et partout dans le monde. On estime que cette pandémie a fait entre 20 et 30 millions de morts sur terre, mais plus de 100 millions de personnes en auraient subi les effets. C'est un chiffre conservateur, car les outils médiatiques de l'époque et la guerre nous ont empêchés de bien prendre la mesure de ce qui se passait en Indes et sur le continent asiatique.

Historique de la grippe :

La grippe « dite espagnole » n'est pas espagnole. Au printemps de 1918, lorsque furent rapportés par la presse espagnole des cas de grippe, elle fut affublée du vocable de grippe espagnole par la presse et la population ailleurs en Europe et dans le monde. L'Espagne était neutre lors de la Première Guerre mondiale et ses journaux échappaient à la censure. Les journalistes espagnols furent ainsi les premiers à relater les ravages de cette épidémie, bien qu'elle sévît au même moment partout en Europe.

C'est dans un camp de l'armée américaine au Kansas, au printemps de 1918, que furent rapportés les premiers cas. On n'avait pas pris conscience encore de la grande virulence du virus responsable de la maladie et de sa facilité à se transmettre d'un individu à un autre. On croyait alors qu'il s'agissait d'une épidémie de grippe coutumière, comme il y en eût une en 1917 par exemple. L'armée des États-Unis entrant en guerre au printemps de 1917 aux côtés des Alliés, les soldats américains traversèrent en Europe et contaminèrent rapidement les autres soldats et les populations affaiblies par le manque de nourriture, la promiscuité et l'hygiène déficiente, conséquences de toute guerre. Le conflit terminé, les soldats canadiens rentrent au pays, semant alors autour d'eux la dévastation. Depuis la peste du Moyen Âge, aucune pandémie n'avait fait autant de victimes sur la planète. Ceux qui se sont penchés sur cette épidémie conviennent d'un chiffre entre vingt et trente millions de morts, plus que la Première Guerre mondiale elle-même. Bien que les premiers cas de grippe fussent rapportés au mois de septembre, c'est en octobre 1918 que la grippe espagnole fit le plus de victimes au Québec.



Une épidémie en trois temps :

Les premiers cas recensés au Québec le furent à la fin de septembre 1918, chez des soldats basés à St-Jean-sur-Richelieu (2). Les trains, les institutions d'enseignement, les salles de spectacle et les églises deviennent rapidement des foyers de propagation de la grippe espagnole, surtout chez les vingt à quarante ans. Des centaines de milliers de personnes en furent atteintes et près de quatorze mille en moururent. On mourait du virus lui-même, mais surtout de ses complications pulmonaires, cardiaques ou digestives. C'est en octobre de 1918 que la province a recensé le plus de victimes. Il en fut de même pour la région de Saint-Jérôme. Une autre



vague frappa au début de 1919, mais beaucoup moins néfaste pour la population. Alors que le virus avait presque disparu ailleurs, il resurgit brièvement dans notre province au printemps de 1920, faisant alors peu de victimes.

La maladie a rapidement désorganisé notre société. Les travailleurs ne pouvaient plus se rendre dans leurs lieux de travail, le personnel soignant aussi était affecté et les services hospitaliers en furent grandement perturbés; les médecins avaient des moyens risibles pour soulager les victimes de cette épidémie qui n'avait pas de précédents dans l'histoire humaine. Vers la mi-octobre, les autorités publiques gouvernementales et municipales ordonnent la fermeture des lieux publics : écoles, églises, cinémas et salles de spectacle, etc. La riposte s'organise pour éviter une plus grande contamination.

L'action des autorités publiques :

Au début d'octobre, Mgr Bruchési, l'évêque du diocèse de Montréal dont faisait partie la région de Saint-Jérôme, envoie une lettre circulaire au clergé et aux fidèles des paroisses catholiques (3). Il leur rappelle d'abord l'importance de collaborer avec les autorités civiles pour enrayer l'épidémie. Sa première recommandation : supplier le Seigneur d'épargner nos cités et notre pays, prier la Vierge Marie, Notre-Dame-de-Bonsecours, en récitant fidèlement le chapelet. Aux prêtres, il demande d'introduire une oraison propre aux temps d'affliction pendant les offices religieux. Puis il demande aux curés des paroisses de ne dire que des messes basses, d'y soustraire le sermon et d'aérer l'église entre chaque messe. Il suspend les réunions des congrégations et dispense d'assister à la messe ceux qui ont des malades à la maison. Enfin, il demande à ses ouailles de se conformer aux mesures prises par les bureaux d'hygiène des municipalités où sévit la grippe. Cette circulaire avait à peine été diffusée dans les paroisses que, quelques semaines plus tard, Mgr Bruchési donne la directive de fermer les églises.

Vers la mi-octobre le Conseil central d'hygiène de la province de Québec émet un règlement en 17 points pour faire face à la grippe espagnole. (4) Nous en rapporterons ici quelques-uns. Lorsqu'un chef de famille ou d'établissement constate qu'une personne est infectée, il a seize heures pour le rapporter à l'officier municipal responsable de l'hygiène publique. Les médecins doivent le faire dès que constaté. Quand l'officier public responsable de l'hygiène a connaissance que la grippe débute dans sa municipalité, il doit dans les 24 heures en aviser l'inspecteur responsable de son district sanitaire puis lui faire un état de la situation à chaque semaine. Une personne atteinte de la grippe ne devait pas changer de domicile sans la permission de l'officier et les personnes atteintes dans une maison devaient être isolées dans une pièce séparée. Seuls les médecins et les ministres du culte pouvaient entrer dans une maison où sévissait la grippe. Le conseil municipal d'une ville pouvait marquer les maisons où il y avait la grippe. Lorsque des personnes mouraient, on devait conserver le cadavre jusqu'au moment du service, et pas plus de 25 personnes ne pouvaient y assister. Lorsqu'une nouvelle personne arrivait dans une ville, on pouvait lui demander un certificat prouvant qu'il n'avait pas la grippe. Dès que la grippe faisait son apparition dans une ville, les écoles devaient être fermées et les pensionnaires renvoyés chez eux si la grippe n'était pas déjà déclarée dans l'établissement. En cas de grippe dans leur établissement, pensionnaires et professeurs étaient mis en quarantaine pour 10 jours. Le conseil local d'hygiène devait voir à fermer tous les théâtres, salles de jeux, de danse et autres lieux de réunion publique, d'amusement et de rassemblement et prohiber les excursions publiques. De plus, tout le matériel utilisé pour soigner une personne atteinte devait être brûlé.

L'évolution de l'épidémie à Saint-Jérôme et dans la région :

Bien que les premiers cas de grippe espagnole fussent rapportés en septembre 1918, l'Avenir du Nord (journal de Saint-Jérôme) du 11 octobre signale les premières victimes de grippe à St-Scholastique. Peu de cas encore étaient rapportés dans Saint-Jérôme. Le journal attribue cela à la proximité de Montréal. Il publie l'appel de Mgr Bruchési aux citoyens de son diocèse. Il relate aussi que le conseil municipal a fait distribuer une circulaire aux citoyens pour leur prodiguer ses conseils pour faire face à l'épidémie. Le journal en publie le texte, mais il réclame cependant des mesures plus énergiques dès ce moment : fermer le cinéma, surveiller les écoles, désinfecter le bureau de poste, les gares, les manufactures, les magasins et surveiller les familles atteintes. Il donne quelques conseils aux citoyens émanant du directeur du service de l'hygiène publique des États-Unis. Certains de ces conseils nous paraissent aujourd'hui

bien futiles face à la virulence de la maladie : dès qu'on est atteint il faut immédiatement se mettre au lit et faire appeler un médecin. Il faut aussi se suralimenter. Quand la température est tombée il faut redoubler de précautions car les complications de la maladie peuvent alors se manifester.

La semaine suivante, la grippe est bien installée dans St-Jérôme et elle cause des décès. Le journal met à la disposition de la population les règlements émis par le Conseil central d'hygiène de la province de Québec (section précédente) pour contrer l'épidémie. Les salles de pool et les écoles sont fermées. En chaire, le curé De La Durantaye annonce que seules les messes basses seront dites. Les vêpres sont supprimées et la prière quotidienne de 16 heures est suspendue. À partir du dimanche 20 octobre cependant, tous les exercices du culte seront suspendus et les églises fermées le matin. Pour compenser, le curé communique aux citoyens qu'il dira une messe à 9h,30, annoncée par le tintement de la cloche. Il invite alors les fidèles à prier chez eux, en famille, à ce moment. Au début de novembre, les églises demeurent fermées, mais on remarque que les cas de grippe diminuent dans Saint-Jérôme.

La grippe fait ses ravages et certains fabricants « de potions miracles » ajoutent à leur publicité habituelle que leur médicament est efficace pour prévenir la grippe espagnole.



L'Avenir du Nord, 11 octobre 1918

Et si la maladie nous a laissé des séquelles, il ne faut pas oublier tout le bien que peut faire le Gin Pills à des rognons (reins) affaiblis par la maladie. La compagnie pharmaceutique National Drug and Chemical Co. Of Canada Ltd., de Toronto, nous assure que son médicament restaurera les reins abîmés par la grippe.



L'Avenir du Nord, 11 octobre 1918

À la mi-décembre, il y a une petite recrudescence de grippe espagnole à Saint-Jérôme. Elle s'attaquait davantage aux enfants. La Commission scolaire décide alors de fermer les classes de maternelle jusqu'au 7 janvier suivant. À Saint-Jérôme, comme ailleurs dans la province, la grippe espagnole est partie comme elle était venue, sans qu'on sache au juste ce qui la provoquait et pourquoi elle était repartie. La grippe ne semble pas être revenue dans Saint-Jérôme en 1919 ou en 1920.

Le virus démasqué :

Jamais virus de la grippe n'avait fait autant de morts dans l'histoire, et jamais n'avait-il autant touché les jeunes de vingt et trente ans. C'est dans ce groupe d'âge qu'on a dénombré le plus de décès. En 2005, des études faites sur des tissus humains prélevés sur des victimes de la grippe espagnole enterrées dans le pergélisol de l'Alaska et de la Norvège, ont démontré que ce virus était de souche H1N1, un virus au matériel génétique humain et animal. En 2014, une équipe de recherche a pu reconstituer le matériel génétique du virus et confirmer ses souches humaine et aviaire. C'est probablement l'ancêtre, disent certains auteurs, du virus H1N1 qui a sévi au Québec en 2009. Le virus de la grippe espagnole était cependant extrêmement plus virulent que celui de 2009 et nous avons infiniment plus de moyens pour le combattre, ne serait-ce qu'un vaccin déjà disponible pour tout citoyen qui le voulait, contrairement à 1918.

Les retombées positives de l'épidémie :

De telles épidémies, aussi dévastatrices et soudaines, ont le mérite de faire réfléchir les autorités publiques sur les besoins et enjeux de santé de leur population. Ainsi, on crée dès 1919 un bureau fédéral de santé. Il y en avait déjà aux niveaux provincial et municipal, mais la maladie ne connaît pas de frontière. Et puis, dans les décennies suivantes, plus conscients des besoins en santé de la population, on s'attaque résolument aux grands fléaux qui ont affecté la vie des citoyens québécois : une forte mortalité infantile qui diminuera avec la pasteurisation du lait, et la tuberculose qui sera combattue par une amélioration de l'hygiène et une vaccination massive. On s'attaquera aussi aux maladies transmises sexuellement. Après que fut fondée l'ONU, en 1945, on a mis sur pied en avril 1948 l'Organisation mondiale de la Santé. Des épidémies aux conséquences aussi terribles que le furent celles de la grippe espagnole nous ont fait prendre conscience que partout dans le monde nous devons être solidaires pour faire face à des menaces qui pourraient créer beaucoup de tort à l'humanité tout entière. L'épidémie de grippe du H1N1 de 2009 était un signe avant-coureur du fait que nous ne sommes pas à l'abri d'une pandémie comme celle de 1918. Nous y sommes cependant mieux préparés.

Par : *Jean-Pierre Bourbeau,*

Membre de la SHRN

Références

1. Corniou, Marianne. Grippe espagnole : la grande tueuse, Revue Québec Sciences, 9 août 2015.
2. Fahrni, Magda (2004). Elles sont partout... : les femmes et la ville en temps d'épidémie, Montréal, 1918-1920. Revue d'histoire de l'Amérique française, 58(1) 67-85. Doi : 10.7202/010973ar
3. Journal l'Avenir du Nord, Saint-Jérôme, 11 octobre 1918.
4. Journal l'Avenir du Nord, Saint-Jérôme, 18 octobre 1918.

Pour en savoir plus

1. Dubois, Francis (2007). La grippe espagnole au Québec, 1918-1920. Université de Montréal, Département de géographie, Faculté des Arts et des Sciences, Mémoire présenté en juin 2007 à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de M.Sc. en Géographie.
2. Fahrni, Magda et Jones, Esyllt W., Epidemic encounters, influenza, Society and culture in Canada, 1918-1920. UBC Press, Vancouver. 2012.
3. Labelle, Paul, Une ville s'épanouit, Saint-Jérôme de 1914 à 1934. Éditions l'Écho du Nord, Saint-Jérôme, 1985.



L'Avenir du Nord, 11 octobre 1918

MOBILISATION



En avril dernier, la SHRN entreprenait un mouvement de mobilisation supporté par le milieu culturel pour la sauvegarde des services d'archives privées agréés. Antoine Bertrand, Vincent Leclerc et Paul Doucet qui incarnent le curé Labelle, Séraphin Poudrier et Arthur Buies dans la télésérie Les Pays d'en Haut, ainsi que Gilles Desjardins et François Rozon, respectivement réalisateur et producteur de l'émission, ont uni leur voix haut et fort à celle de la SHRN et de tous les agréés du Québec. D'autres acteurs importants des milieux culturels, archivistique et patrimonial ont également signé un manifeste. Les journaux locaux et nationaux ont diffusé la nouvelle, des centaines de citoyens ont manifesté leur appui en signant la pétition. Constatant la mobilisation du milieu et le soutien des citoyens à la sauvegarde des archives régionales, la ministre de la Culture et des Communications de l'époque, Marie Montpetit, a bonifié l'enveloppe budgétaire des agréés de 420 000\$ pour deux ans.

Néanmoins, la SHRN et les agréés vont continuer de se battre, car le soutien financier proposé aux services d'archives agréés du Québec est insuffisant pour soutenir adéquatement la mission première de ces organismes. Avec un nouveau gouvernement en place, la SHRN ainsi que le Regroupement des services d'archives privées agréés du Québec poursuivent les démarches pour déposer le manifeste et la pétition qui compte maintenant plus de 2 000 signataires auprès de la nouvelle ministre de la Culture et des Communications, Nathalie Roy, et du nouveau président-directeur général de BAnQ, Jean-Louis Roy. Le public est convaincu que les archives régionales sont essentielles pour l'histoire du Québec. Nous n'avons qu'à prendre connaissance de tous les messages soumis avec la pétition. La sensibilisation à la réalité des services d'archives privées agréés et à la situation des archives régionales auprès des acteurs politiques est maintenant primordiale. L'enveloppe budgétaire attribué aux agréés doit être revue à la hausse et doit soutenir tous les services d'archives agréés du Québec. C'est notre prochain combat.

Si ce n'est pas fait, n'hésitez pas à signer la pétition et à joindre votre voix à celle de plus de 2 000 citoyens. : <https://www.mesopinions.com/petition/politique/appui-mobilisation-milieu-culturel-sauvegarde-services/41858>



J'ai signé la pétition parce que...

«Les centres d'archives sont notre mémoire nationale. Leur sauvegarde est aussi un hommage à la mémoire de ceux qui nous ont précédés et dont les activités ont contribué à faire de nous ce que nous sommes, comme personne et comme société.»

«Pour appuyer la démarche de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord afin de sauvegarder les services d'archives privées du Québec. Ce manque à gagner qui menace la survie de plusieurs centres d'archives devrait être comblé d'urgence, et même bonifié. Préserver notre histoire est impératif et nécessite des moyens. Ce serait un outrage que ces fonds d'archives soient dilapidés, pour tous ces bâtisseurs d'autrefois, pour les générations actuelles et futures du Québec.»

«La sauvegarde de la mémoire collective est essentielle pour garder vivante notre culture. Les Centres d'archives privées agréés font un travail très professionnel, coûtent très peu cher au gouvernement et sont soutenus par le milieu. Comme partenariat, c'est un exemple à suivre et non à détruire.»

«En tant qu'historien, je connais la valeur inestimable des archives et le rôle que peuvent jouer les archives privées, notamment régionales, pour le dynamisme économique des régions dans des projets de mise en valeur de l'histoire qui ont un impact touristique et identitaire reconnu.»

DERNIÈRE HEURE

La Société d'histoire est heureuse d'annoncer que les efforts déployés pour l'obtention d'un soutien financier ont porté fruit. Nous sommes fiers d'être parmi les 32 services d'archives privées agréés qui recevront un soutien de Bibliothèques et Archives nationales du Québec pour la période 2018-2020 dans le cadre du nouveau programme de financement adopté cette année. Nos démarches se continuent tout de même pour assurer un financement adéquat à long terme.



Fonds Société historique de Saint-Jérôme, P021

SAVIEZ-VOUS QUE...

Histoire de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord

Ces racines amorcent leur croissance le 16 mars 1965, avec la fondation de la Société historique de Saint-Jérôme. Hervé Alary en est le premier président. À ses débuts, si Mgr Paul Labelle en a été l'âme dirigeante, ce sont mesdames Marie-Antoinette Foucher et son archiviste, Germaine Cornez, qui en ont établi les assises. La Société historique survécut jusqu'en 1972.



Courtoisie Anber

SAVIEZ-VOUS QUE...

Le 17 juin 2018, la cathédrale de Saint-Jérôme, en collaboration avec la Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne et la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, a inauguré officiellement l'espace muséal en hommage à mère Marie-Anne. Sa réalisation est l'aboutissement d'un rêve de voir la mémoire d'une pionnière honorée dans sa communauté pour l'ensemble de son œuvre.

Linda Rivest, directrice générale et archiviste à la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, souligne d'ailleurs l'importance de mettre en valeur le patrimoine religieux.



Courtoisie Anber

Vous êtes invités à venir découvrir ce lieu de mémoire comprenant des archives et des objets évoquant la vie de mère Marie-Anne, des Sœurs de Sainte-Anne et de leurs élèves, à la cathédrale de Saint-Jérôme.

*Photos gracieuseté André Bernier

Gérard Vermette : un photographe jérômien

Joseph Nicéphore Niepce fut le premier, en 1826, à pouvoir imprimer sur un support une véritable image de la réalité observée. C'est cependant un autre Français, Louis Daguerre, qu'on considère être le véritable inventeur de la photographie. Puisque l'Histoire aime bien situer les événements sur le fil du temps, on situe officiellement l'invention de la photographie par Daguerre le 7 janvier 1839 : le daguerréotype était né! Daguerre a aussi amélioré le processus photographique en faisant passer le temps d'exposition de la plaque de verre dans le gros appareil du photographe de quelques heures parfois à...quelques dizaines de minutes !!!!.

L'autre date importante de l'histoire de la photographie est 1884. L'Américain Georges Eastman met au point des surfaces sensibles souples en celluloïd qui viennent remplacer les encombrantes et fragiles plaques de verre et permettre de stocker plusieurs images à l'intérieur du boîtier de l'appareil photographique. La diminution progressive de la taille du boîtier permet d'amener l'appareil avec soi, comme le feront des dizaines de photographes ambulants qui iront de village en village pour immortaliser les familles et les mœurs de nos campagnes. Le « Kodak » était né. Eastman enregistre le nom Kodak le 4 septembre 1888. Un appareil portable, utilisable par tous les citoyens, sera fabriqué par la compagnie Eastman Kodak un peu plus tard.

Le début du XXe siècle vit alors naître un engouement certain pour ces appareils photographiques qu'on pouvait amener partout avec soi, nous permettant de conserver vivaces et plus fidèlement les souvenirs de nos dernières vacances par exemple. Comme je le soulignais précédemment, des photographes ambulants allaient d'un village à l'autre pour « tirer le portrait » des gens qui voulaient bien prendre la pose devant l'objectif pendant de longues minutes. Mais dans nos villes de plus en plus industrialisées et populeuses, les photographes deviennent sédentaires. Les studios de photographie s'y multiplient et chaque famille vient à un moment ou l'autre de son existence confier son image à un photographe qui la mettra en scène dans un studio aux multiples décors et accessoires. L'appareil portable et familial n'était pas encore à la portée de toutes les bourses. Seules les familles plus riches pouvaient s'en procurer et nous laisser des témoignages de leur vie. Le fonds Prévost de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord en est un bon exemple.

Dans Saint-Jérôme, Jos. Bélanger semble être le premier à y installer un studio de photographie où il immortalise beaucoup de Jérômiens, célèbres et moins célèbres. Il y travaillera jusqu'à 70 ans, même si son premier studio a été détruit par l'incendie de 1911 au centre-ville. Après Jos. Bélanger, Georges Allaire, qui avait la photographie comme passe-temps, quitte son métier de barbier pour établir son studio de photographie sur la rue Saint-Georges. Son fils Gonzague suivra ses traces. Puis les années 1930 et 1940 ont vu éclore plusieurs studios de photographie dans Saint-Jérôme. Pour mémoire citons celui d'Eugène Lalonde à la fin des années 1930, ceux de Gérard Vermette et de Marcel Léonard (Autour du monde), ainsi que Photo Renaissance dans les années 1940. Quelques années plus tard, au début des années 1950, Gérard Lachapelle et Wilfrid Therrien ouvriront le leur.

Celui qui fait l'objet de cette chronique est le photographe Gérard Vermette. Il est né en 1913 et est décédé en 1998 à Saint-Jérôme. Il touchait à plusieurs domaines



Gérard Lachapelle, Jean Richer, Gonzague Allaire, Wilfrid Therrien, Clément Bélaïr et Gérard Vermette. SHRN, Fonds Gérard Vermette, P030 ; photographe : inconnu, vers 1960.

de la photographie : photographie de studio, photographie de presse pour l'Avenir du Nord et l'édition de cartes postales. C'est évidemment cet aspect de son travail qui nous intéresse davantage. En effet, il semble le seul photographe local à avoir publié un nombre substantiel de cartes postales. Mes recherches aux Archives de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord m'ont permis d'en recenser 33 modèles différents, en noir et blanc surtout dans les années '40, mais aussi quelques-uns en couleur dans les années '50.

Gérard Vermette, photographe

Dans les années '40, Gérard Vermette était sans travail. Son beau-frère Eugène Lalonde avait déjà son propre studio de photographie sur ce qui est aujourd'hui la rue De Martigny Est. Il l'a invité à venir apprendre le métier de photographe. Cela lui a plu et vers la fin des années '40 il ouvre son studio de photographie au 225 de la rue Castonguay. Comme l'époque le voulait, il s'annonçait comme photographe pour les mariages, les groupes, les ban-

quets. Il tenait aussi un studio à cette adresse. Bref, il était là pour immortaliser tous les moments spéciaux et importants de la vie des Jérômiens et leur vendre des films, des cadres, des caméras, des flashes et des lampes-éclairs, des trépieds ainsi que des projecteurs. Bien sûr, il développe vos films et vous offre alors un service rapide, selon sa publicité. Si vous aviez voulu plus d'informations, vous auriez pu lui parler au numéro de téléphone : General 8-3769. Gérard Vermette a aussi travaillé pour le journal l'Avenir du Nord de Saint-Jérôme dans les années '50 et '60. Ses photos de presse illustraient les articles sur l'actualité qui y étaient publiées. J'ai pu recenser une de ses photographies dans le journal aussi tard qu'en 1967. Malheureusement ses photographies n'étaient pas toujours identifiées à son nom.

Gérard Vermette, éditeur de cartes postales

Ses cartes postales illustraient les bâtiments publics ou industriels de la ville de Saint-Jérôme. Les écoles, la cathédrale, certaines industries, la gare, l'ancien bureau de poste, l'hôtel de ville, l'hôpital et les hôtels de la fin des années '40 ont fait l'objet de son édition de carte postale.



Photo : Gérard Vermette, vers 1948, coll. Jean-Pierre Bourbeau

On voit ici la Dominion Rubber, qui était située rue Labelle. Cette usine a constitué un des piliers de la structure industrielle de Saint-Jérôme. Jusqu'à 1 300 ouvriers y ont fabriqué des souliers, des pneus, des bottes ou des souliers plus raffinés. Sur cette photo de la fin des années '40, il est indiqué Division Footwear. On y fabriquait alors des souliers principalement. Quelques années auparavant, pendant la Seconde Guerre mondiale, on y fabriquait aussi des pièces de char d'assaut ou d'avion.



*Cathédrale de Saint-Jérôme
Photo : Gérard Vermette, vers 1949,
coll. Jean-Pierre Bourbeau*

La plupart des cartes postales de Gérard Vermette sont en noir et blanc. J'ai remarqué qu'on ne voit presque jamais de personnages sur les illustrations. Les édifices sont cadrés de près, traités plus comme des documents que comme des œuvres artistiques. Parfois les prises de vue sont singulières, différentes de celles qu'on voit habituellement de ces mêmes édifices. Par exemple, la photo de la cathédrale de Saint-Jérôme. Sur l'iconographie habituelle de la cathédrale, la photo est prise à partir du parc, devant l'entrée de la cathédrale. Ici, le photographe s'est placé de côté, sur la rue Parent.

Sur une autre photo, on voit l'hôtel Maurice, situé là où se trouve aujourd'hui le stationnement face à l'hôtel de ville, entre les rues Labelle et Saint-Georges. Sur cette photo, son côté documentaire ressort davantage. On observe que le photographe a pris l'hôtel dans son ensemble, mettant bien en évidence l'escalier de secours. On aperçoit aussi la tourelle avec le nom « Hôtel Victoria » que portait l'hôtel précédemment. Au début du XXe siècle, cet hôtel appartenait à la famille Grignon.

La plupart des cartes postales en noir et blanc de ce photographe sont imprimées sur du papier sensibilisé Kodak, portant à la place du timbre l'indication CK ou Velox. Le papier Velox (vitesse en latin) est spécialement bon

pour l'édition des cartes postales photographiques. C'est un papier qui permet la fabrication d'épreuves en quelques secondes et à la lumière artificielle. Plus besoin de chambre noire. Il a été inventé par Léo Hendrick Baekeland, un chimiste américain d'origine belge, et commercialisé en 1891. La société Eastman Kodak lui achète son brevet en 1899, faisant de son support un grand succès commercial. Dans les années 1950, Gérard Vermette passe à la couleur. Il utilise alors un support «Plasticolor» de la compagnie Carle's de Montréal. Bien sûr, la couleur est à la mode du jour dans les années 1950, mais le rendu des objets n'est pas aussi précis que ce qu'apporte le noir et blanc sur des supports AZO, CK ou Velox. Ces trois supports et leur illustration constituent l'essentiel de la production nord-américaine des cartes postales photographiques en noir et blanc, entre 1910 et 1950.



Hôtel Maurice

Photo : Gérard Vermette, vers 1949, coll. Jean-Pierre Bourbeau

Le studio Vermette a produit peu de cartes postales en couleur. Nous en avons trouvé une qui reprenait le thème de l'hôtel Maurice vu plus en avant et montrant davantage la rue Saint-Georges, et une autre qui illustrait le centre-ville de Saint-Jérôme pris du parc De La Durantaye qu'on observe à l'avant-plan (ci-bas). La coloration de la photo se faisait au studio Vermette comme indiqué à l'endos de cette carte postale.



Parc De La Durantaye

Photo : Gérard Vermette, vers 1951, coll. Jean-Pierre Bourbeau

Gérard Vermette est décédé à Saint-Jérôme le 5 février 1998, à l'âge de 84 ans. Son épouse, Georgette Dubois, est décédée quelques mois plus tard, le 25 décembre de cette même année. La production de cartes postales du Studio Vermette n'en est pas une originale. Mais elle a le mérite d'être la seule qui a un corpus iconographique assez important et qui est originaire d'un studio de photographie jérômien. Quelques cartes postales ont été produites par d'autres studios jérômiens, mais aucune n'illustre autant le patrimoine bâti officiel des années 1940 que le Studio Vermette. C'est tout à son honneur!

Cartophilement vôtre!

Jean-Pierre Bourbeau
Membre de la SHRN

L'Académie Lafontaine fête ses 30 ans

C'est en une période bien peu favorable à l'octroi de permis à de nouvelles écoles privées au Québec qu'une institution voit le jour à Saint-Jérôme. En 1988, l'Académie Lafontaine ouvre ses portes à des élèves âgés entre 5 et 17 ans. De sa création jusqu'à nos jours, sa clientèle issue de toute la couronne nord de Montréal ne cesse de s'accroître.

La genèse

Des parents de la région se regroupent en 1985 et forment ce projet ambitieux. Plutôt que d'envoyer leurs enfants jusqu'à Montréal pour qu'ils puissent fréquenter une institution privée, ces parents unissent leurs efforts pour bâtir, ici à Saint-Jérôme, l'école qu'ils recherchent.

Durant trois ans, les «fondateurs de l'Académie», messieurs Marc Fortin, Yvon Robert et Dennis Geraghty, prennent en charge tous les aspects nécessaires. Ils réussissent à fonder une institution d'enseignement privé de confession catholique et de langue française ayant pour mandat d'éduquer, d'instruire et de socialiser des élèves de maternelle à 5e secondaire, dont, au commencement, un certain nombre à titre de pensionnaires.

Pour financer cette construction de plus de 3 millions de



Fonds L'Écho du Nord, P031

dollars sans subventions gouvernementales, Me Geraghty s'adresse au Mouvement Desjardins. Le projet, prenant la forme d'un organisme sans but lucratif, recueille l'appui d'endosseurs privés et des Sœurs de la Charité d'Ottawa, en plus de garantir de nombreux dons au créancier. C'est à ces conditions que Claude Ryan, alors ministre de l'Éducation, accepte de délivrer le permis autorisant la tenue d'un établissement d'enseignement privé.

La première pelletée de terre est soulevée en avril 1988. Le temps de construire une aile de l'édifice ainsi que le pensionnat, d'embaucher du personnel, de se procurer des uniformes pour les 180 élèves inscrits et d'acheter une flotte d'autobus scolaires, les portes ouvrent en septembre de la même année.

Ce sont 125 élèves du secondaire et une cinquantaine d'élèves du primaire qui franchissent les portes de cette toute nouvelle bâtisse sise à Lafontaine, qui est alors une ville indépendante de Saint-Jérôme.



Collection Ville de Saint-Jérôme_P-18-9-2

L'ouverture

Dès la rentrée 1988, l'édifice est prêt : les nouveaux élèves ont accès à des locaux de classe, une cafétéria, un local de musique et un gymnase. Les premiers (ères) enseignants (es) sont embauchés (es); trente ans plus tard, ils (elles) font, pour la plupart, toujours partie de l'équipe. Ils (elles) sont rapidement suivis de plusieurs autres au fur et à mesure que l'école s'agrandit.

Depuis le début, la gestion de l'établissement est placée entre les mains d'un conseil d'administration formé de parents d'élèves uniquement.

La croissance

Quatre directeurs généraux seulement se succèdent entre 1988 et 2018. Monsieur Yvon Robert, de 1988 à 1995, est suivi par monsieur Michel Bosset par intérim en 1995-1996, puis par monsieur Claude Potvin, qui cède sa place à monsieur Hugues Lagarde en 2013.

Cinq ans après l'ouverture de l'Académie, les employés se syndiquent. La négociation de conditions de travail adaptées à la réalité de ce milieu éducatif attire de nouveaux employés qui demeurent généralement en poste par la suite.

L'institution s'agrandit rapidement. En 1991, on bâtit une nouvelle aile de locaux pour les élèves du primaire. Puis, en 1993, c'est l'ajout d'un gymnase double, d'une piscine et d'une bibliothèque qui bonifient les lieux. En 2005, la construction reprend jusqu'en 2007, où c'est un deuxième local de musique qui s'ajoute à cet édifice où on ne craint pas de déplacer des murs et d'agrandir par l'intérieur. Durant cette période également, un nouveau gymnase pour le primaire est bâti alors que l'ancien gymnase est transformé en cantine scolaire et en locaux de classe au 2e étage, celui-ci étant construit à même l'ancien gymnase. Finalement, la construction d'un stade de soccer et d'une nouvelle aile pour les élèves du secondaire, tous entièrement financés par des fonds privés, contribuent à souligner le 25e anniversaire de l'Académie en 2013.

L'aboutissement

Trente ans plus tard, l'école accueille des enfants dès l'âge de 5 ans et les mène jusqu'à maturité. Les services offerts aux élèves ayant des besoins particuliers diversifiés, le taux de diplomation de 100 % année après année, les 210 employés presque tous permanents, dont environ 110 enseignants, ainsi que la fréquentation scolaire de plus de 2000 élèves par année témoignent de la réussite de ce projet d'envergure. Son programme éducatif célèbre les arts, les sciences et les sports, l'ouverture sur le monde, l'aide humanitaire ainsi que le



30 ans d'ancienneté à l'Académie, courtoisie Francine Brabant
Dans l'ordre : Hugues Lagarde, directeur général, André Lessard, enseignant d'éducation physique, Benoît Brault, enseignant au primaire, Martine Breault, enseignante de français, André Casault, enseignant de musique, Yvon Lauzon, enseignant de sciences, Richard Montagne, enseignant d'univers social et Hélène Alarie, directrice générale adjointe.

développement personnel et social dans un environnement stable et stimulant.

À l'heure actuelle, l'inauguration de la bibliothèque, du hall d'entrée et de la salle de spectacle, tous trois revampés au goût du jour, laissent présager un avenir orienté vers la modernité pour l'Académie Lafontaine.

Francine Brabant,
Enseignante à l'Académie Lafontaine



Photo, Google Earth

- 1- 1^{ère} construction en 1988
préscolaire, primaire, secondaire.
- 2- Aile réservée au primaire, 1993
- 3- Agrandissement primaire, 2001
- 4- Salle Marc Fortin, bibliothèque, gymnase double secondaire, piscine, 1993
- 5- Transformation du 1^{er} gymnase en cuisine et cantine, 2005-2006, et en salle de classe (un 2^{ième} étage est ajouté.)
- 6- Nouvelle aile de locaux, 2012 et stade de soccer



Une autre belle collaboration

La SHRN est fière d'avoir collaboré à la réalisation du documentaire: *Ma Rolland, mon village*. Toutes nos félicitations à la Ville de Sainte-Adèle et aux intervenants qui ont travaillé à la réalisation du projet!

À ne pas manquer

Pour assister à des représentations gratuites, rendez-vous au cinéma Pine, 24 Rue Morin, Sainte-Adèle, les 15 et 16 novembre 17 h et les 17 et 18 novembre à 11 h.



C'est avec tristesse que nous avons appris le décès d'Hélène Brunelle qui s'est éteinte tout doucement le 17 octobre dernier. Peu après son arrivée à Saint-Jérôme, Hélène offrait ses services comme bénévole à la SHRN. Ayant œuvré en bibliothèque au cours de sa carrière professionnelle, nous lui avons confié l'organisation de notre centre de documentation. Elle a instauré un système de classement adapté à notre réalité et a patiemment catalogué plus de 500 livres dans notre base de données. Tout était à faire avant son arrivée en 2012 et elle nous laisse aujourd'hui un bel héritage. Un travail immense dont nous serons éternellement reconnaissants.

Toutes les semaines, accompagnée de son café (et seulement du bon café!), Hélène nous a fait rire avec ses histoires, son dynamisme et sa bonne humeur. L'équipe de la SHRN te salue !



Devenir membre



Pour devenir membre de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, remplissez le formulaire ci-dessous et faites nous parvenir votre chèque à :

Société d'histoire de la Rivière-du-Nord

101, place du Curé-Labelle, bureau 203
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 1X6

Les champs marqués d'un astérisque (*) sont requis.

Nom*

Adresse*

Ville* Code postal*

Téléphone* Cellulaire

Courriel*

Type d'abonnement*

Individuel	1 an	25,00 \$	<input type="checkbox"/>
Individuel: (tarif 2 ans)	2 ans	40,00 \$	<input type="checkbox"/>
Individuel: (tarif 5 ans)	5 ans	90,00 \$	<input type="checkbox"/>
Étudiant (carte d'étudiant)	1 an	15,00 \$	<input type="checkbox"/>
Personne à faible revenu	1 an	15,00 \$	<input type="checkbox"/>
Aînés (65 ans et plus)	1 an	20,00 \$	<input type="checkbox"/>
Entreprises, institutions ¹	1 an	60,00 \$	<input type="checkbox"/>
Don (émission d'un reçu pour les montants de 20.00\$ et plus			<input type="checkbox"/>

À la réception de votre paiement, nous vous ferons parvenir votre carte de membre.

¹ S'applique au représentant désigné seulement.

PARTENAIRES



La Société d'histoire remercie les organismes et les entreprises
qui la soutiennent dans sa mission de
«gardienne de la mémoire collective»



NOS COLLABORATEURS

Association des personnes avec problèmes auditifs des Laurentides
Association québécoise des directeurs et directrices d'établissement d'enseignement retraités
Cathédrale de Saint-Jérôme
Comité du patrimoine de Sainte-Agathe-des-Monts
Comité organisateur de la rencontre annuelle de l'AQDER 2017
Diffusion En Scène
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Le Coffret
Facteur G, conseiller en communication
Manoir les Retrouvailles
MRC des Pays-d'en-Haut
Municipalité de Sainte-Sophie
Musée de la mémoire vivante à Saint-Jean-Port-Joli
Parc régional de la Rivière-du-Nord
Oblates de Béthanie
Quartier 50+
Soeurs de Sainte-Anne
Ville de Mont-Tremblant
Ville de Saint-Colomban